



Congo/Agriculture

« Il reste beaucoup à faire »

« Je pense que le Congo a un potentiel immense pour l'agriculture, on a 10 millions d'hectares et je pense qu'il reste beaucoup à faire. Beaucoup a été fait mais nous ne sommes pas encore arrivés à prendre partie de cet avantage naturel... », a estimé hier la représentante de la Banque mondiale dont le mandat arrive à son terme après quatre années passées au Congo. Sylvie Dossou a formulé ce souhait au cours d'une séance de travail qui la réunissait avec le ministre de l'Agriculture, Rigobert Maboundou, et le coordonnateur du Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales, Isidore Ondoki. Elle a voulu que soient consolidés les acquis de ce dernier projet. [Page 3](#)



La représentante de la Banque mondiale a fait ses adieux au ministre de l'Agriculture

TCHIAMBA-NZASSI

Les habitants déplorent les incursions de militaires angolais

« Les incursions répétées des militaires angolais dans les villages situés le long de la frontière » font partie des problèmes dont souffrent les habitants du district de Tchiamba-Nzassi,

selon la secrétaire générale de ce district. Dans une présentation faite à l'occasion d'une visite de travail du président du Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire, Ro-

land Bouiti-Viaudo, dans cette localité, Céline Yolande Mikolélé-Nkonta, a évoqué plusieurs difficultés empêchant les fonctionnaires de « se sédentariser » dans ce district. [Page 14](#)

AFRIQUE DÉVELOPPEMENT

Le forum de Casablanca plaide « en faveur de l'investissement du secteur privé »



Les participants au forum Afrique développement organisé les 19 et 20 février à Casablanca au Maroc se sont réjouis de la moisson du rendez-vous B to B et autres contacts d'affaires sud-sud occasionnés par ces rencontres. Ils ont cependant invité toutes les sensibilités concernées par le développement des affaires en Afrique « à l'unité de l'action et à la facilitation institutionnelle en faveur de l'investissement du secteur privé ». [Pages 6-7](#)

COMMUNAUTÉ ÉTRANGÈRE

64 Sénégalaises reçoivent une aide financière de leur pays

Un chèque de 150 millions FCFA a été remis, ce week-end, pour soixante-quatre femmes originaires du Sénégal évoluant dans la restauration, la coiffure et le petit commerce au Congo. « C'est une initiative du

président de la République, Macky Sall, qui a entrepris de grands projets dans tous les domaines du développement », a indiqué l'ambassadeur du Sénégal au Congo, Mme Bataoura Kane Niang, qui a précisé qu'il s'agit d'un appui remboursable appelé à évoluer en vue de satisfaire toute Sénégalaise menant une activité génératrice de revenus au Congo. [Page 9](#)

JEUX AFRICAINS 2015
La réunion des chefs de mission s'ouvre à Brazzaville [Page 11](#)

ÉDITORIAL

Un jour...

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Un jour ...

Un jour peut-être, un jour sans doute, un jour certainement, les Congolais jugeront sévèrement l'attitude de ceux qui prétendent aujourd'hui leur refuser le droit de se prononcer librement sur la réforme de la gouvernance publique. Ils leur rappelleront, notamment, qu'après avoir réclamé à tue-tête, et pendant des années, l'abolition d'une Constitution qu'ils présentaient comme conçue dans le seul but d'assurer ad aeternam le pouvoir de Denis Sassou N'Guesso, ils en vinrent à adopter une attitude radicalement inverse sous prétexte que celui-ci pourrait modifier le nombre et la durée des mandats présidentiels.

La plus grave erreur que commettent aujourd'hui les dirigeants de l'opposition est, en effet, de croire que le peuple congolais a la mémoire trop courte pour se souvenir des positions radicales qu'ils prirent dans un passé qui n'est pas si lointain que le temps ait pu l'effacer. Non seulement ils se décrédibilisent dangereusement dans le moment précis où ils devraient s'employer à démontrer leur sérieux, leur respect de l'opinion publique, leur volonté de répondre aux attentes légitimes de notre peuple, mais encore ils projettent d'eux-mêmes l'image d'hommes et de femmes politiques dont le seul objectif est le départ de celui qui sut redresser le Congo au terme de quinze longues années de sacrifices collectifs.

Un tel comportement est d'autant plus choquant que ces mêmes politiciens ne se préoccupent nullement de s'enquérir du contenu probable de la nouvelle Constitution qui sera proposée dans quelques mois aux citoyennes et citoyens de notre pays. Considérant, sans en avoir la moindre preuve, que cette réforme aura pour seul but d'assurer le maintien au pouvoir du Président de la République, ils en viennent à nier le premier fondement de la démocratie qui est le libre choix par les citoyens du texte fondamental qui régit leur République. Une attitude d'autant plus inacceptable qu'ils utilisent des médias étrangers complaisants pour répandre leurs inepties.

Le seul conseil que l'on puisse donner à ceux qui affirment, la main sur le cœur, parler au nom de notre peuple est de s'en tenir à ce qui est avéré et de ne pas présenter comme certains des schémas dont ils ne savent rien.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le Modéc propose la réformation de la classe politique congolaise

À la faveur de sa sortie officielle le 22 février à Brazzaville, le Mouvement des démocrates congolais (Modéc), un des partis du centre, s'est fixé entre autres objectifs de résoudre les différends politiques par le dialogue et de réformer la classe politique congolaise.

litique non pas pour persister dans les erreurs du passé, mais plutôt pour construire, aider à faire que le Congo



Une vue partielle des membres du bureau du Modéc

Le président de ce parti politique, Evrard Nangho a indiqué que parmi les combats de son organisation figure, en bonne place, l'effort que tous les Congolais se doivent de fournir afin que « notre pays devienne pleinement ce qu'il ne devrait jamais cesser d'être dans le cœur de chacun de nous : une vraie patrie. Une patrie de la rencontre de toutes les ethnies où les femmes et les hommes venus de divers horizons s'unissent pour partager un même destin dans la paix, la justice et le respect de leurs différences. Une patrie fondée sur les vraies valeurs, dont l'amour du prochain et celui de la nation, plutôt que sur le tribalisme et l'égoïsme. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions prétendre bâtir un État moderne et un État de droit ».

Le Modéc, a-t-il poursuivi, ne doit pas être une simple ma-

chine électorale que l'on fait fonctionner tous les cinq ans ou sept ans à l'approche des échéances.

Notre parti, a-t-il ajouté, doit être l'âme de renouveau, l'avant-garde de la démocratie, le levier qui permet de vaincre la pauvreté, la misère, l'immobilisme, le chômage, l'inactivité et la médiocrité.

De son côté, le secrétaire général de cette organisation politique, Christopher Paolo Benazo a salué, dans son allocution de circonstance, les efforts des pères fondateurs de la République du Congo. Ainsi, il a appelé les nouvelles générations à travailler sur leurs pas et à suivre leur bel exemple.

Il a relevé, par ailleurs, que le peuple congolais a beaucoup souffert des conflits armés provoqués par les contradictions politiques et le Congo ne doit plus, a-t-il insisté, se replonger dans la spirale de la violence. « Nous sommes entrés en po-

sorte de l'ornière du repli identitaire dans laquelle il se trouve. Nous devons chercher à transformer notre société, si possible, avec les autres en émancipant, bien entendu, le quotidien de tous nos compatriotes », a-t-il déclaré.

L'humanisme dont nous allons faire la promotion au Congo, a-t-il renchéri, n'a pas que pour vocation de revaloriser l'être humain, mais également de normaliser les rapports entre les politiques et les populations, en vue d'instaurer un espace de respect et de confiance. Tel est le sens du devoir, a-t-il dit, des générations futures ; non pas génération en terme d'âge, mais en terme de leadership.

À l'issue des travaux, les participants ont mis en place un bureau exécutif national de quinze membres, dirigé par Evrard Nangho et une Commission de contrôle et d'évaluation de trois membres, présidée par Salem Yoyo Boungou.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Josiane Mambou Loukoura
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Coordination : Rose-Marie Bouboutou
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

CONGO-DÉVELOPPEMENT

«Il reste beaucoup à faire pour l'agriculture»

La représentante de la Banque mondiale (BM) au Congo, Sylvie Dossou, estime que l'agriculture doit se placer définitivement au cœur des priorités du gouvernement de la République du Congo.

Arrivée au terme de son mandat, quatre ans après, elle a affirmé le 23 février à Brazzaville que ce secteur est générateur d'emplois et assure pour autant, la sécurité alimentaire. D'où la nécessité de promouvoir et de soutenir l'agriculture, surtout avec la situation mondiale actuelle de la baisse du prix du pétrole.

Dans son argumentaire, la représentante, a relevé la nécessité de la diversification de l'économie congolaise en se penchant sur l'agriculture.

« Je pense que le Congo a un potentiel immense pour l'agriculture, on a 10 millions d'hectares et j'espère qu'il reste beaucoup à faire. Beaucoup a été fait, mais nous ne sommes pas encore arrivés à prendre parti de cet avantage naturel et comparatif de l'agriculture au Congo », a-t-elle déclaré, au terme de sa réunion de travail avec le ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Rigobert Maboundou et le coordonnateur du PDARP (projet cofinancé par le Congo et la BM), Isidore Ondoki.

La représentante a affirmé que beaucoup de travail reste à faire et elle est confiante sur la détermination du ministre et de son équipe. Elle a aussi invité les Congolais, en particulier les jeunes, à s'intéresser à l'agriculture, à être des amoureux de la terre car, dit-elle la nature a comblé le Congo potentiellement.

À cet effet, Sylvie Dossou a salué la collaboration étroite qui



Rigobert Maboundou et Sylvie Dossou (au centre) entourés de leurs collaborateurs

a prévalu entre son institution et le ministère de l'Agriculture. Elle a particulièrement relevé l'engagement du chef de tutelle : « Le ministre s'est beaucoup engagé avec la BM sur notre projet agriculture. Il a été avec nous sur le terrain pour rencontrer les agriculteurs, comprendre leurs problèmes, savoir comment on pouvait les aider et aussi pousser l'agriculture au Congo. Son engagement a été déterminant pour la réussite de ce projet qui aujourd'hui devient un des projets phares du portefeuille de la BM ».

Relatant, les péripéties de son

séjour en République du Congo, elle a épinglé les agriculteurs, dont la plupart sont des femmes. Auprès d'eux a été apporté un appui technique à travers notamment, la construction des pistes rurales afin de désenclaver les zones agricoles, puis faciliter l'écoulement des produits. Avec le ministère, la BM a mis en place certains marchés et partout où ils ont sillonné, les recoins les plus isolés du Congo, où quelques agriculteurs étaient enthousiastes et souhaitaient avoir du soutien.

A l'orée de son départ pour le Gabon, où l'attend de nouvelles fonctions, Sylvie Dossou est

satisfaite du Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales

leur production », a-t-elle rappelé.

Le ministre de l'Agriculture n'a

(PDARP). En effet, ce dernier vient de bénéficier d'un financement additionnel, lancé il y a deux semaines à Oyo, dans le département de la Cuvette. Cependant, elle a attiré l'attention des autorités habilitées quant à l'entretien effectif des pistes rurales.

« (...) Je souhaiterai revenir au Congo et constater que ces pistes servent encore car elles ont donné beaucoup d'espoir aux populations. Au gouvernement de mettre un budget pour l'entretien de ces pistes rurales, 1300km de réalisés, et de permettre aux populations de continuer à écouler

pas tari d'éloges en faveur du fonctionnaire international. Il l'a remercié de son sens du devoir, à travers ce financement additionnel considéré d'héritage de Sylvie Dossou pour le Congo.

« Le PDARP est un projet suffisamment rôdé, mais il faudrait être vigilant... Le projet a connu des balbutiements au début mais aujourd'hui, il a pris sa vitesse de croisière. Madame Dossou s'est engagé personnellement pour que nous obtenons ce financement additionnel », a conclu Rigobert Maboundou.

Nancy France Loutoumba

CONTRAT DE DÉSENDETTEMENT

La seconde phase s'annonce plus dynamique

Au regard de la lenteur observée dans la mise en œuvre du premier contrat de désendettement et de développement (C2D 1) en République du Congo, le comité d'orientation et de suivi dudit contrat a résolu de réduire le délai de décaissement des fonds. Objectif : faciliter l'opérationnalisation des travaux retenus dans le C2D 2.



Le comité de suivi lors de la réunion

Le ministre des Finances Gilbert Odongo et l'ambassadeur de France au Congo, Jean Pierre Vidon s'y sont engagés à l'issue d'une séance de travail tenue le 21 janvier à Brazzaville.

« Désormais il y a un nouveau circuit qui fera à ce qu'il y ait moins de lourdeur. En deux jours au plus tard, on doit être à mesure d'affecter l'argent aux projets. Car, certaines étapes seront supprimées », a déclaré le ministre congolais chargé des Finances.

Reconnaissant le faible niveau d'exécution des projets, Gilbert Odongo a relevé : « On a même été menacé de saisie en raison de relation un peu difficile que nous avions dans le passé avec nos créanciers. Maintenant tout est mis en ordre ».

Fixé à 98 milliards de FCFA, le deuxième C2D sera exécuté sur une période de 2015-2019. Les travaux retenus sont entre autres, la construction de la corniche, l'aménagement ur-

bain à Bacongo et Makélékélé ; le drainage pluvial et la gestion des déchets dans la ville de Pointe-Noire ainsi que la réhabilitation du centre de formation professionnelle de la Société nationale de l'électricité. Le décaissement de ces fonds permettra également d'appuyer la politique nationale d'action sociale, le dispositif de formation dans le secteur du bois, de l'agriculture et de l'élevage.

Outre le C2D, la France envi-

sage dans le cadre de sa coopération avec la République du Congo, d'améliorer sa capacité d'intervention en octroyant des prêts souverains. L'objectif visé étant de renforcer davantage son appui dans les projets d'infrastructures dans les villes de Brazzaville et de Pointe-Noire. Par contre, en matière d'aide publique au développement, ce partenaire économique a réitéré sa volonté d'accompagner l'émergence des pays en voie de développement. « Nous veillons à ce que cette aide publique au développement ait les moyens pour intervenir en Afrique notamment au Congo. Les montants disponibles de ce volet sont inscrits dans le budget de l'Etat, malgré la situation financière », a indiqué le responsable de l'Agence française de développement (AFD), Stéphane Madaule, chargé de gérer ces fonds de la part de la

France. Rappelons que l'atteinte par le Congo du point d'achèvement de l'initiative des pays pauvres très endettés avait permis aux créanciers du club de Paris de lui accorder un allègement de la dette de 100%. C'est ainsi que la France avait annulé près de 427 milliards de FCFA que lui devait ce pays. Concernant le reste de la dette (217,1 milliards de FCFA), la France avait résolue de l'utiliser dans les projets de développement de ce même pays. D'où la signature du premier C2D en 2010.

Pour plus de transparence dans la gestion de ces fonds, un comité d'orientation et de suivi avait été institué. Cette structure est dirigée par le ministre congolais des Finances et l'ambassadeur de France au Congo via l'AFD.

Lopelle Mboussa Gassia

Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
AVIS DE RECRUTEMENT

Les Dépêches de Brazzaville recrute pour le compte de sa rédaction basée à Brazzaville, au Congo, des secrétaires de rédaction et relecteurs (rewriters).

Profil requis : licence en sciences et techniques de la communication (journalisme) ou en lettres.

Qualités/compétences exigées : bonne maîtrise de la langue française (grammaire), maîtrise de l'outil informatique, culture générale, maîtrise de l'actualité nationale et internationale. Avoir exercé dans la presse écrite, dans un média, ou dans un service de communication. Disponibilité et capacité à travailler en équipe et sous pression.

Tâches prioritaires à accomplir : relecture et correction des articles à publier sur le site de l'agence et dans le journal.

Les personnes intéressées par cet avis de recrutement sont priées de déposer leurs dossiers de candidature au secrétariat du journal Les Dépêches de Brazzaville, sis au 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, à Mpila (en face de CFAO)

Composition du dossier : lettre de motivation, CV et copie légalisée du diplôme exigé.

NB : seuls seront contactés, les candidats dont les dossiers seront sélectionnés.

Délai de dépôt des dossiers : le 07 mars 2015.

IN MEMORIAM

Le temps qui passe ne peut effacer ni la douleur, ni le souvenir d'un être cher.

11 novembre 2010 - 11 novembre 2014, voici 4 ans, jour pour jour, que madame Bakatoula Guy Morlin née Claire Annette Longary "Adoucha" nous a quittée.

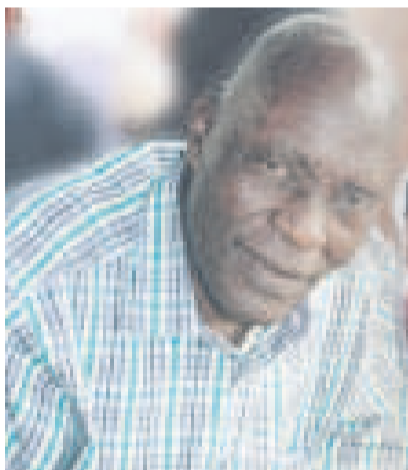
En cette date commémorative, son époux Guy Morlin Bakatoula et les enfants Guy Vincent Bakatoula, le Prince Bastien Bakatoula, Sainte Agnès Luxia Bakatoula, Lux Anatoli Bakatoula, se souviennent encore d'elle notamment les journalistes C.N.R.T.V "tout va rester" c'est une immense détresse. Que toutes les personnes qui l'ont connue et estimée aient une pensée pieuse pour sa mémoire. À cet effet des messes d'actions de grâces seront dites les 11, 12, 13, 14 et 15 mars à 06h00 et le dimanche 16 mars à 10h00 à l'Eglise Sainte Marie de Ouenzé et à la cathédrale Sacré-cœur pour le repos de son âme. "sache que tu vis en nous, ce vide dans nos cœurs ne sera jamais comblé".

**REMERCIEMENTS**

Les familles Ngolouono Gaziet, Epalapayi, Ewonongo et leurs enfants remercient ami(es), parents et connaissances qui les ont assistés lors des obsèques de leur fille, sœur, mère et tante ; madame Julienne Ongoko decedée le 22 février 2014 à Ngoko suite d'un accident de circulation, ils remercient tous ceux qui les ont assistés de loin ou de près, et la communauté religieuse Pentecôte d'Ewo, ils remercient également les villages partant de Ngoko jusqu'au village Okondo, et d'Okondo jusqu'à Ewo centre où elle a été inhumée - Dieu a donné, Dieu a repris, que l'âme de votre bien aimée sœur repose en paix.

**NÉCROLOGIE**

Les familles Eyoka et Liboula, originaires du village de Bohoulou, ont la tristesse de faire part aux parents, amis et connaissances du décès de leur très cher et regretté Jean Philon Bokotola, survenu le samedi 14 février 2015 Brazzaville. La veillée mortuaire se tient à Kombo (Arrêt: Kirikou ou Bas Prix) non loin de Télé-Congo. Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement.



Les familles Miyouna, Mikamona, Babindamana et Kimbidima remercient en toute sincérité tous les amis et connaissances qui ont partagé de près ou de loin, la douleur du décès de leur fils et petit fils Miyouna Mike Lord Caroph, survenu le 02 février au CHU de Brazzaville.



La famille Elenga, messieurs Elenga Oppala Ghislain, Elenga Fabrice dit Kaskito remercient, tous ceux qui les ont assisté de près ou de loin lors du décès de leur maman la veuve Elenga née Akouala Pauline, survenu le 26 Janvier 2015 à Pointe - Noire. Qu'ils trouvent ici toute leur gratitude.



La famille Zinga informe les parents, amis et connaissances, du décès de leur sœur Rose Zinga survenu le 15 février au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°25 rue Loualou à Moukondo (arrêt Mère Ange).

La date des obsèques est fixée au mardi 24 février au cimetière Wayako.



La mutuelle Bondeko informe les mutualistes sœurs, amis et connaissances du décès de Basile Kanga "vieux Wetu" survenu le dimanche 15 février 2015 à l'hôpital militaire Pierre-Mobengo de Brazzaville. Le deuil a lieu au domicile familial sis 110 de la rue Mbetis-Ouenzé (Miadeka-Madokou).

Le programme des obsèques :

9h00 : levée de corps à la Morgue municipale de Brazzaville
10h00 : arrivée des mutualistes de l'alliance Lissalissi
10h30 : arrivée de la dépouille au domicile familial
12h00 : recueillement et dépôt de gerbes de fleurs des mutualistes de Bondeko
12h20 : recueillement et dépôt de gerbes de fleurs du bureau de l'alliance Lissalissi suivi de tous les membres des mutuelles de l'alliance.
14h30 : départ pour le cimetière du centre ville dans les bus réservés aux mutualistes
15h30 : retour du cimetière
16h00 : contrôle des mutuelles de l'alliance
16h30 : fin de la cérémonie



Les familles Atipo Alphonse, les enfants Ganka et Pacôme Tsiyindou informent les parents, amis et connaissances que les obsèques de leur père Raphaël Atipo Ganka, décédé le 8 février 2015 se dérouleront ce mardi 25 février 2015 à Brazzaville. La veillée se tient au n° 116 rue Saint-Paul à Talangai.



IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Lorsqu'un pouvoir est issu d'une insurrection comme c'est le cas au Burkina Faso, les gens ont tendance à penser que la transition doit vite régler tous les problèmes. »

Michel Kafando, président de la transition du Burkina, Jeune Afrique, 23 février 2015

« Nous avons tous été choqués par le récent regain du terrorisme et d'extrémisme violent. Nous devons lutter contre la marginalisation et l'exclusion qui alimentent la radicalisation. »

Ban Ki-moon, Secrétaire général de L'Onu, Centre d'actualités des Nations unies à Dubaï, lundi 9 février 2015

« Tout le monde espère gagner de l'argent en faisant des affaires. Mais l'homme peut réaliser tellement d'autres choses en faisant des affaires. »

Muhammad Yunus, économiste et entrepreneur bangladais, président de Grameen (la banque des pauvres), Le Monde, 25 avril 2008

« Nous avons souhaité, depuis très longtemps, que quand il y a des conflits, ce soit les Africains eux-mêmes qui prennent leurs affaires en mains. »

Alain Fabius, ministre français des Affaires étrangères, RFI, 23 février 2015

« Les citoyens doivent être considérés comme des majeurs... sinon tous les délires sont possibles... »

Secrets et information démocratique et citoyenne, Le Monde diplomatique, 30 décembre 2010

À LOUER

Nous faisons louer un dépôt de 27m de longueur sur 9.50m de large avec 7m de hauteur au centre ville.

Adresse : avenue des manguiers à côté de la chambre froide Jhony (Beach)

Contacts : 06 621 88 88 / 06 912 82 82

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Le commandant Evariste Alouomo prend les commandes du commissariat central de la Tsiémé

Le général Jean François Ndenguet, directeur général de la police a intronisé, le 21 février à Brazzaville, le commandant Evariste Alouomo, commissaire central de police de la Tsiémé.

Evariste Alouomo remplace à ce poste Baron Frédéric Bouzock, appelé à servir la police à d'autres fonctions. Comme de tradition, le nouveau commissaire a la charge d'assurer au plus près des populations les missions régaliennes de la police. Il va également s'occuper de l'efficacité, du professionnalisme et de la performance des policiers sur le terrain.

Avec un ton autoritaire le général, Jean François Ndenguet, a demandé aux troupes de se soumettre aux ordres de la nouvelle autorité. « Officiers et sous-officiers du commissariat central de police de la Tsiémé à compter d'aujourd'hui, vous reconnaîtrez désormais comme chef le commandant, Evariste Alouomo, ici présent. Vous lui obéirez en tout ce qu'il vous commandera pour

l'intérêt du service et pour l'observation des lois et règlements de la République, conformément à la Constitution », a-t-il ordonné. Pour décentraliser les prérogatives de la police, la direction générale a créé à Brazzaville, quatre commissariats centraux dont celui de la Tsiémé, afin d'assurer au plus près des populations les missions régaliennes. Et, l'initiative de la direction générale de police va de pairs avec la croissance phénoménale des agglomérations à Brazzaville, tant en nombre d'habitants qu'en étendue territoriale.

Don d'un véhicule au poste de Moutabala

Le don a été fait au poste de police du quartier Moutabala par le général Jean François Ndenguet, suite aux doléances des populations ex-

primées à l'endroit du commandement de la police.

L'acte traduit en effet, la volonté du gouvernement à moderniser la police congolaise afin qu'elle soit mobile pour défendre les institutions républicaines, sans oublier la sécurisation des biens et des personnes.

Ce véhicule va contribuer à la mobilité des policiers en service au poste du quartier Moutabala, question aussi d'améliorer leurs performances.

« Quand nous sommes arrivés dernièrement ici, les populations se sont plaintes auprès du commandement de police, du manque d'un véhicule d'intervention et de l'effectif restreint de policiers. Maintenant au quartier Moutabala, la police devient très mobile, s'il y a un bandit, il sera vite rattrapé par les services de police », a expliqué le général Jean François Ndenguet.

Fortuné Ibara

MÉDIAS

Les radios locales renforcent leurs capacités sur les techniques de conception et de production des émissions

Il se tient du 23 au 26 février à Brazzaville, un atelier de renforcement des capacités des radios locales et communautaires pour la production des émissions radiophoniques, thématiques liées non seulement à la santé de la reproduction et l'éducation sexuelle, mais aussi au développement durable et à l'environnement, ainsi qu'à la culture de la paix et aux droits humains.

Cette oeuvre de l'Organisation des nations unies pour l'éducation la science et la culture (UNESCO) et le Fond des nations Unies pour la population (FNUAP), en partenariat avec le Réseau national des radios locales et communautaires du Congo, vise à mettre à la disposition des radios bénéficiaires, les moyens et connaissances nécessaires à la production des émissions radios thématiques de qualité, avec un accent particulier sur le suivi de leur impact en milieu jeunes.

« Il devient de plus en plus évident que les médias, notamment la radio de par son accessibilité et son faible coût, est un outil privilégié dans le processus de changement des attitudes, surtout lorsqu'il s'agit de la sensibilisation des différentes composantes de la société dans le but de les emmener à adopter des attitudes saines, pouvant garantir leur bien-être social moral et physique », a déclaré le coordonnateur du Réseau national des radios locales et communautaires, Godefroi Yombi.

Au terme de cet atelier, il devrait être possible pour les radios sélectionnées de réaménager leurs grilles de programme, en y insérant au moins deux productions thématiques. En effet, une analyse des contenus informationnels des radios locales, permet de constater que les émissions thématiques sont très faiblement représentées en comparaison des émissions mu-

sicales ou politiques. Cette tendance ne se justifie pas, lorsque l'on mesure l'ampleur des problèmes auxquels est confrontée aujourd'hui la jeunesse, notamment dans le domaine de la santé sexuelle et de la reproduction.

Par manque d'informations fiables, de nombreux jeunes restent exposés à de nombreuses affections comme le Sida et les MST (Maladies sexuellement transmissibles), tandis que les filles courent le risque de se retrouver précocement enceinte contre leur volonté, ce qui peut compromettre leur avenir.

Rappelons que pour ce premier atelier, six radios locales sélectionnées à travers le pays y prennent part. Il s'agit de radio Kinkala pour le Pool, de radio Nkény pour les Plateaux, de radio DR Number One et radio Muco-dec pour Brazzaville et enfin des radios Géo-Media et radio Ponton-Fm pour la ville de Pointe-Noire.

Jean Jacques Koumba



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE!

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91-Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE	COUT
Le cahier des charges fonctionnel et technique : de l'analyse du besoin à l'élaboration	3 jours	4 au 6 mars 2015	300 000 FCFA
La pratique de l'audit fiscal et contrôle interne	5 jours	9 au 13 mars 2015	450 000 FCFA
Optimiser ses outils et techniques de recrutement	3 jours	11 au 13 mars 2015	300 000 FCFA
Les fondamentaux du marketing	4 jours	17 au 20 mars 2015	400 000 FCFA
Suivi-évaluation des projets et programmes	5 jours	23 au 27 mars 2015	450 000 FCFA

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

INTERVIEW

Mohammed Mejbar : « Le forum a confirmé cette initiative qui va dans l'intérêt des entreprises africaines »

Directeur général de la filiale Attijariwafa au Congo, Mohammed Mejbar, s'est dit heureux de la participation congolaise quoique faible à cette 3^e édition qui, selon lui, a atteint les objectifs assignés par son groupe en partenariat avec Maroc Export.

LDB : Votre groupe vient une fois de plus de réunir dans la ville de Casablanca les décideurs et acteurs politiques du continent autour d'une thématique importante. Pensez-vous que l'objectif visé a été atteint ?

Les objectifs fixés pour cette 3^e édition ont largement été atteints et même dépassés au regard du nombre des demandes reçues mais que nous avons bien voulu décliner et surtout du fait de la qualité des participants, notamment le nombre des ministres et délégations officielles venus même des pays où notre banque n'est pas encore représentée. Le Forum commence à avoir une envergure continentale et intéresse énormément des pays tout comme des entreprises africaines.

Qu'est ce qui justifie le choix du thème de cette édition ?

C'est parce qu'aujourd'hui l'Afrique vit un tournant de son histoire de part l'impor-

tance au plan mondial mais aussi du fait d'une prise de conscience par les africains eux-mêmes du retard pris au niveau du continent dans son développement et du fait du manque d'investissement aussi bien public que privé dans les secteurs d'infrastructures et de l'électricité.

Y aurait-il une particularité pour cette édition par rapport aux deux précédentes ?

Il y en a deux, d'abord autour du thème fondamental qui a intéressé autant de pays, organisations et groupes internationaux. Ensuite la 3^e édition a connu un front succès au point de susciter une grande adhésion de l'ensemble des participants qui ont promis revenir aux prochaines éditions. Le forum a confirmé cette initiative qui va dans l'intérêt des entreprises africaines.

Qu'est ce qui a motivé la décision de faire que ce

forum devienne prochainement annuel ?

Cela fait suite aux nombreuses demandes formulées par certains pays, gouvernements, entreprises et participants.

Pensez-vous que les banques, au niveau de la sous-région d'Afrique centrale font suffisamment pour financer les infrastructures et donc le développement ?

Je ne pense que pas que tout a été fait par les banques ou les institutions financières au niveau de la Cemac. Mais il faut reconnaître que beaucoup reste encore à faire aussi bien par les entreprises que les institutions financières, les banques, les organes de régulation qui sont la banque centrale et le gouvernement.

Je pense que les banques doivent jouer leur rôle d'intermédiaire entre l'épargnant et celui qui a besoin de crédit. Ce rôle doit être aujourd'hui renforcé par les autorités,



Mohammed Mejbar, directeur général Attijariwafa bank Congo/Adiac

à travers une dynamique auprès des Banques au lieu de se contenter simplement au rôle de caisse d'épargne. Tout cela ne peut se faire que l'appui des autorités de régulation.

Quelle justification donnez-vous à la faible participation du secteur privé congolais à ce Forum ?

Pas du tout pour preuve que cette année, la partici-

pation congolais a été plus importante. Le Congo est un pays qui cherche la voie de son développement pour aller vers l'émergence et le premier pas a été, je pense, franchi par le programme initié par le président de la République du Congo. De notre côté, nous mettons tout en œuvre pour que cela aille de l'avant.

**Propos recueillis par
Guy-Gervais Kitina**

VOTRE AVENIR AU CANADA OU AUX ANTIGUA ET BARBADE AVEC IMMINEST CANADA

1-VISA CANADIEN D'ETUDES :

OFFREZ A VOS ENFANTS LA POSSIBILITE D'OBTENIR DES DIPLOMES PRESTIGIEUX DANS LES ECOLES ET UNIVERSITES CANADIENNES.

2-VISA CANADIEN DE RESIDENCE PERMANENTE :

POUR LES PERSONNES DIPLOMEES ET AYANT UNE EXPERIENCE DE TRAVAIL, VENEZ TRAVAILLER ET VIVRE AU CANADA AVEC VOTRE FAMILLE.

3-VISA PERMANENT CANADIEN POUR GENS D'AFFAIRES :

POUR LES PERSONNES EN AFFAIRE QUI VEULENT INVESTIR AU CANADA ET DETENIR DES VISAS DE RESIDENCE PERMANENTE POUR TOUTE LA FAMILLE ET LA CITOYENNE CANADIENNE PAR LA SUITE.

4-PROGRAMME D'INVESTISSEMENT AUX ANTIGUA ET BARBADE :

DEVENEZ DES CITOYENS DES ILES ANTIGUA & BARBADE EN INVESTISSANT. PASSEPORT QUI DONNE LE DROIT DE VISITER SANS VISA PLUS DE 130 PAYS, Y COMPRIS LE CANADA, UK, EUROPE, HONG KONG SINGAPORE ET D'AUTRES. UN SYSTEME BANCAIRE SECURITAIRE ET CONFIDENTIEL ET DES UNIVERSITES DE GRANDE QUALITE POUR VOS ENFANTS.

DES PROFESSIONNELS COMPETENTS VOUS ATTENDENT

AU 37, AVENUE AUXENCE ICKONGA, FACE A L'HOTEL LEDGER PLAZZA, BRAZZAVILLE.

TEL : 05693 8484

SITE WEB : WWW.IMMINESTCANADA.COM

ADRESSE MAIL : k.toure@imminvestcanada.com

COOPÉRATION SUD-SUD

Les décideurs appelés à l'unité de l'action pour des investissements innovants

Les participants à la 3^e édition du Forum Afrique Développement, qui s'est tenue du 19 au 20 février à Casablanca au Maroc, ont appelé les décideurs publics et gouvernementaux du continent à l'unité de l'action et à la facilitation institutionnelle pour inventer de nouveaux modes d'investissements afin de financer le secteur privé, moteur de croissance et créateur d'emplois.

ont pris part des décideurs publics (ministres), hommes d'affaires, investisseurs, bailleurs de fonds et experts de renom.

Les analyses aiguisées émises lors des panels et les interventions de haut niveau ont ainsi traité des problématiques liées aux enjeux de di-

versification des sources d'énergie et de la sécurité énergétique, de valorisation des ressources agricoles et de la sécurité alimentaire sans oublier des enjeux et des modes de partenariats et de financements des infrastructures. Seulement pour les participants, envisager des investissements innovants liés à ces secteurs exige le respect d'un certain nombre de critères. Il s'agit, entre autres, de l'identification précise des projets, la rigueur dans leur préparation, leur solvabilité pour assurer des rendements acceptables mais aussi la structuration des finances.

africains, plusieurs recommandations ont été formulées afin que le continent tire profit de ses atouts et des potentialités. S'agissant du défi majeur de l'électrification des villes et campagne africaines, les participants ont appelé les décideurs d'accélérer le partage d'expérience et le développement des projets de co-développement, de co-production pour ambitionner de passer à l'étape « Énergie 2.0 », notamment en termes d'énergies renouvelables.

Quant à l'enjeu de la valorisation des ressources agricoles et de la sécurité alimentaire, les États ont été invités à faire de grands aménagements afin d'accueillir de grands projets agricoles, mais aussi à placer au centre des stratégies de l'ensemble des pays l'autosuffisance alimentaire, vu sa dimension économique, sociale et sécuritaire. Par ailleurs, après avoir débattu sur la question d'infrastructures qui se posent avec acuité au point même de constituer un frein sur les leviers de l'interconnectivité de certaines sous-régions (cas de l'Afrique centrale), le forum a émis le vœu de voir les États investir, comme l'estime la Banque mondiale, quelque 93 milliards de dollars par an afin d'apporter des solutions à ce secteur très névralgique. « Vos recommandations appellent toutes à l'unité de l'action et à la facilitation institutionnelle en faveur de l'investissement du secteur privé. Elles seront retranscrites dans le livre blanc de cette 3^e édition du Forum international Afrique Développement destiné aux décideurs publics et gouvernementaux », a souligné Mohamed El Kettani.

Considérant, par ailleurs, le forum comme un acte d'investir pour le développement de l'Afrique, il a annoncé la création du Club Afrique Développement pour servir et animer tout le long de l'année les temps de débats, les temps de rencontres et répondre aux demandes précises de chacun d'entre vous. Ce club aura pour mission la

mise en relations en favorisant les rencontres entre opérateurs économiques des différents pays africains ; l'organisation des missions de découverte en mettant l'accent sur la connaissance des opportunités d'investissements par pays ; l'organisation de rencontres économiques en débattant des problématiques concrètes des chefs d'entreprises desdits pays.

Le Congo sous représenté au haut niveau

À la quête de potentiels investisseurs pour mettre en musique son projet de diversification de l'économie, le Congo a été, comme lors des précédentes éditions, l'un des pays sous représenté au plus haut niveau à ce forum.

Participant à ce forum pour la deuxième fois consécutive, aux côtés du directeur du Port autonome de Pointe-Noire, des représentants de l'Agence pour la promotion des investissements, du ministère du Commerce et de la directrice du Commerce extérieur, le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Brazzaville, Paul Obambi, s'est dit très indigné de l'attitude des décideurs publics congolais.

« Les décideurs congolais sont à un train de retard sur l'évolution du secteur privé. Nombreux sont ceux de nos dirigeants qui n'ont pas encore compris, de manière pratique, la dynamique du secteur privé, moteur de croissance. Je suis vraiment désolé qu'aucun ministre n'ait fait le déplacement alors qu'ils ont été invités », a-t-il regretté.

Membre du jury des Trophées de la coopération Sud-Sud et le Prix du jeune entrepreneur des meilleures entreprises remportés respectivement par le Cameroun, le Gabon et la Côte d'Ivoire, Paul Obambi a invité les entrepreneurs congolais d'oeuvrer dans un cadre formel pour être des véritables acteurs de l'économie du pays.

De notre envoyé à Casablanca, Guy-Gervais Kitina



Une vue des participants

« Ce forum, comparativement aux deux premières, a connu la plus grande participation. Il a favorisé plus de 4500 rendez-vous de B to B et a permis à plus de 40% des entreprises participantes de développer un courant d'affaires Sud-Sud conséquent constitué majoritairement de la coopération économique (import export) et également des investissements et du transfert de savoir-faire », a déclaré le président du Groupe Attijariwafa bank, Mohamed El Kettani, précisant que ceux-ci ont été dominés par des opérateurs du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et du Maroc.

Plate-forme de promotion des opportunités, d'échange, de partage et de convergence de vues sur les diverses questions d'intérêt général, le forum qui a réuni quelque 1700 personnes dont les décideurs publics, opérateurs économiques, investisseurs et partenaires bilaté-

raux a, une fois de plus, donné la preuve que le développement de l'Afrique impose un mécanisme de coordination des stratégies, cela à travers une coexistence de synergies régionales.

Considéré également, à plus d'un titre, comme le baromètre africain permettant d'évaluer les stratégies envisagées pour un partenariat économique porteur et plus dynamique, le forum qui a eu pour thème « Le temps d'investir » a permis d'envisager des investissements innovants capables de financer des projets dans les secteurs considérés comme porteurs de développement.

L'énergie, l'agriculture et les infrastructures largement évoquées

Ces trois secteurs souvent en quête de financements ont été au cœur des débats et échanges à travers des panels de haut niveau auxquels

versification des sources d'énergie et de la sécurité énergétique, de valorisation des ressources agricoles et de la sécurité alimentaire sans oublier des enjeux et des modes de partenariats et de financements des infrastructures.

Seulement pour les participants, envisager des investissements innovants liés à ces secteurs exige le respect d'un certain nombre de critères. Il s'agit, entre autres, de l'identification précise des projets, la rigueur dans leur préparation, leur solvabilité pour assurer des rendements acceptables mais aussi la structuration des finances.

Des recommandations pour une nouvelle donne africaine

Vu les nombreux défis qui s'imposent au continent dans ces différents secteurs prioritaires et après passage en revue des réalités quasi similaires dans la plupart des pays

TERRORISME

Une résolution de l'ONU nécessaire pour combattre Boko Haram, selon Laurent Fabius

Au cours de sa tournée africaine effectuée du 21 au 22 février respectivement au Tchad, au Cameroun et au Niger, trois pays engagés dans la lutte contre la secte nigériane Boko Haram, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a plaidé pour qu'une résolution soit votée aux Nations unies pour soutenir la force africaine qui combattra la secte islamiste.

Partout où il est passé, le chef de la diplomatie française n'a cessé de dire que Paris soutenait la création d'une force africaine contre Boko Haram. Pour ce faire, Laurent Fabius a exprimé la volonté de son pays de faire adopter la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies en faveur de la force régionale avec la création d'un fonds spécial dédié à la lutte contre Boko Haram d'ici à avril. Il a estimé qu'une telle résolution aurait deux avantages : soutenir les pays qui formeront cette force et convaincre le Nigeria

de laisser cette force pénétrer sur son territoire au nom du droit de suite. Ceci, pour empêcher que les populations civiles soient toujours les victimes de bavures de la part du groupe islamiste.

En début février, le Nigeria et ses voisins - le Tchad, le Niger, le Cameroun et le Bénin - s'étaient mis d'accord pour mobiliser 8.700 hommes dans une force multinationale de lutte contre Boko Haram. Fort de cet engagement, ces États veulent déposer d'ici à fin février un projet de résolution devant le Conseil de

sécurité dans ce sens. « La France soutiendra totalement cette demande », a assuré Laurent Fabius, dont le pays estime qu'une résolution du Conseil de sécurité donnerait donc à cette force plus de crédibilité et d'efficacité. Les autorités françaises espèrent aussi que la résolution donnerait la légitimité nécessaire pour convaincre les pays riches de participer au financement de la force africaine.

La France qui dit avoir quelque 3000 hommes présents dans le Sahel, en particulier au Niger et au Mali promet d'intensifier les renseignements militaires mais n'envisage pas d'envoyer des troupes contre Boko Haram. Malgré cela, Laurent Fabius qui décrit Boko Haram comme « une entreprise criminelle », a souhaité

plus d'engagement du Nigeria dans la lutte contre la secte islamiste.

Créé en 2002, Boko Haram qui mène actuellement des opérations contre le Nigeria, le Nord du Cameroun, le Tchad et Niger a déjà tué des milliers de personnes depuis 2009 et contraint des milliers d'autres personnes à se déplacer vers des pays voisins du Nigeria. Les autorités nigériennes n'arrivent toujours pas à faire face au groupe terroriste connu pour ses attaques meurtrières. En effet, plusieurs ONG accusent cette secte islamiste de crime contre l'humanité et crime de guerre, appelant la communauté internationale à intervenir pour mettre un terme aux attaques quotidiennes de la nébuleuse.

Nestor N'Gampoula

Brazzaville - Paris

Tous les jours

*Offre soumise à conditions



A partir de
450000
FCFA TTC*
Aller-retour



 **ECAir**
Bienvenue chez vous.

www.flyecair.com

Tél: +242 06 509 0 509

Suivez nous sur  

Désormais, gérez vos réservations en ligne sur notre nouveau site www.flyecair.com

DIASPORA

Plus d'une soixantaine de femmes sénégalaises bénéficient d'un fonds d'investissement

L'ambassade du Sénégal au Congo a organisé, le 21 février, à Brazzaville une cérémonie de remise d'un chèque de 150 millions FCFA aux femmes sénégalaises vivant au Congo, pour leur permettre d'exercer des activités génératrices de revenu.

« C'est une initiative du président de la République, Macky Sall, qui a entrepris des travaux de grands projets dans tous les domaines du développement. Estimant que l'émigration pose d'énormes problèmes et que c'est la femme qui se trouve au début et à la fin de tout développement, il a pensé pouvoir aider les femmes en leur octroyant des financements », a indiqué l'ambassadeur du Sénégal au Congo, Mme Batoura Kane Niang.

Pour bénéficier de cet appui financier remboursable dans les 18 mois prochains, les bénéficiaires doivent être titulaires de la carte consulaire, détenteurs d'une carte de séjour du pays hôte et avoir une activité génératrice des revenus. « Nous avons sélectionné les femmes qui mènent une activité de développement, celles qui ont l'esprit de créativité et celles qui sont en règle avec l'administration congolaise. C'est aussi une façon pour nous d'encourager nos ressortis-



Une vue de la communauté sénégalaise

sants à se mettre en règle. Car lorsqu'on vit dans un pays étranger, on a le devoir impérieux de respecter les lois et les règlements du pays d'accueil », a-t-elle expliqué. « À Brazzaville, nous avons recensé à peu près une centaine de femmes.

Ces dernières sont inscrites dans ce programme d'investissement. À Pointe-Noire, nous avons encore plus de femmes. Les soixante-quatre

d'atteindre 300 millions FCFA au bout de trois ou quatre ans pour pouvoir financer les projets de toutes les femmes sénégalaises vivant au Congo.

investissement des Sénégalais de l'extérieur, qui a été chargée d'apporter ce fonds aux femmes sénégalaises vivant à Brazzaville pour financer

femmes qui ont été sélectionnées évoluent dans la restauration, dans la coiffure et dans des petits commerces », a-t-elle ajouté.

Le président de la République, a-t-elle annoncé, a promis d'augmenter ces fonds de 50 millions FCFA dans cinq ans. L'objectif est

La somme remboursée permettra d'aider aussi d'autres femmes en attente de fonds. Une nouvelle qui a réjoui les membres de la délégation d'émigrés, qui ont promis leur soutien pour la réélection de Macky Sall en 2017. C'est Mme Mbacke, l'administratrice du Fonds d'appui à l'in-

leurs activités. S'adressant à tous ses compatriotes, l'ambassadeur du Sénégal les a exhortés à mener leurs activités dans la transparence et la légalité afin de « contribuer au développement du Congo, en payant toutes les taxes liées au commerce ».

Yvette Reine Nzaba

PROCÈS DU CARLTON EN FRANCE

DSK attendra le 12 juin pour connaître son sort

L'ex-patron du Fonds monétaire international n'est qu'à moitié soulagé. Jugé avec treize autres co-accusés pour proxénétisme aggravé, Dominique Strauss-Kahn encourait jusqu'à dix ans de prison, mais devrait attendre encore un peu plus de deux mois pour être fixé sur son sort.

Après trois semaines d'audience à Lille, le procureur, Frédéric Fèvre, avait requis une relaxe « pure et simple » en sa faveur, le 16 février, estimant que les preuves contre le mis en cause étaient insuffisantes. Ce qui faisait dire, en plus du retrait des plaintes par certains avocats de la partie civile, que DSK était près de voir le bout du tunnel et laisser derrière lui ses ennuis judiciaires.

Si cette probabilité avait été évoquée par plusieurs médias, y compris le nôtre, il faudrait cependant attendre le 12 juin pour y voir un peu plus clair. C'est à cette date, en effet, que sera rendu le jugement sur cette affaire dite du Carlton (l'hôtel où étaient supposées se dérouler les rencontres mondaines incriminées) qui a défrayé la chronique judiciaire française.

Lors de leurs plaidoiries, vendredi 20 février, les avocats de DSK avaient eu l'occasion, une fois de plus, de démontrer que leur client n'était en rien un proxénète.

Chahuté à la suite de l'autre affaire de la même résonance qui l'avait opposé à la fille de chambre de l'hôtel Sofitel, Nafissatou Diallo, à New York, aux États-Unis et qui lui avait coûté sa réputation et, entre autres, le divorce avec son épouse, la journaliste Anne Saint-Clair, l'homme attend d'être blanchi dans celle du Carlton pour, sans doute, commencer une nouvelle vie.

Gankama N'Siah

CÔTE D'IVOIRE

Première audition publique de Simone Gbagbo

Détenue depuis le renversement, en 2011, de son mari, Laurent Gbagbo, l'ex-première dame de Côte d'Ivoire est accusée d'atteinte à la sûreté de l'État présumée lors de la crise post-électorale.

Agée de 65 ans, madame Gbagbo surnommée la « Dame de fer », est assise sur le box des accusés comme ses 82 co-accusés, poursuivis pour atteinte à la sûreté de l'État ainsi que de constitution de bandes armées et de trouble à l'ordre public. L'ouverture des audiences à la cour d'assises d'Abidjan, le 23 février, permettra à la justice de déterminer son rôle dans les violences de décembre 2010 à mai 2011, ayant occasionné des milliers de morts et de blessés.

Ce procès devant la Cour d'assises mobilise l'attention particulière de plusieurs organisations de la défense des droits de l'homme. « La justice ivoirienne a fait le choix de poursuivre les crimes commis pendant la crise post-électorale en plusieurs étapes. (...) Il faut saluer cette avancée, mais les victimes qui ont été marquées

dans leur chair attendent avec impatience le procès des crimes les plus graves. Ce n'est donc pas le procès de la crise qui s'ouvre, mais un premier procès de la crise », avait déclaré au début des audiences préliminaires Me Yaouba Doumbia, président du Mouvement ivoirien des droits de l'homme.

« C'est donc un moment judiciaire important, mais il faut bien comprendre que ceux dont la famille a été endeuillée, les victimes de crimes sexuels, ceux qui ont tant perdu entre décembre 2010 et avril 2011, ceux-là attendent toujours que les enquêtes avancent et qu'il soit répondu à leur demande de vérité, de justice et de réparation. Et dans ces affaires, les crimes ont été commis par les deux camps, et les victimes demanderont sans relâche que les deux camps soient jugés. », avait confié Me Patrick Baudouin, président d'honneur de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). « Nous allons suivre et observer ce procès dans son intégralité, car

c'est un défi important pour la justice ivoirienne : c'est la première fois qu'une cour d'assises aura à juger un si grand nombre de personnes dans un même dossier. Il est crucial qu'elle relève ce défi, à travers un procès équitable et respectueux des droits de la défense, sans quoi elle jetterait un discrédit sur les procédures encore en cours d'instruction, relatives notamment aux autres crimes », avait averti, quant à lui, Me Drissa Traoré, vice-président de la FIDH. La FIDH, le MIDH et bien d'autres organisations, constitués parties civiles dans le dossier dit des crimes de sang, ont déployé une équipe d'observation judiciaire à ce procès.

« La dame de fer » est aussi inculpée de crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale (CPI), comme son époux dont le procès sera ouvert en juillet prochain. Seulement, les autorités ivoiriennes ont affiché une fin de non-recevoir à la demande de transfèrement de l'ex-Première dame à la CPI.

Fiacre Kombo

BANGUI

Des jeunes se mobilisent pour le prochain forum

La plateforme interconfessionnelle de la jeunesse centrafricaine (PIJCA) a organisé un pré-forum en vue de formuler des recommandations qui vont être présentées au grand forum de Bangui.

Le but recherché à travers cette assise est d'identifier les préoccupations et d'avoir un point commun sur les besoins de la jeunesse qui vont être exprimés lors du prochain forum, dont les préparatifs sont en cours.

« Nous voulons être unis dans toutes nos recommandations pour le forum de Bangui. Car c'est nous qui sommes beaucoup plus touchés pendant les événements que la République Centrafricaine a connus », a déclaré Belfort Gbangope président de ladite association.

Le ministre de la Jeunesse et des sports, Arnel Ningatouloum Sayo, qui a présidé la cérémonie d'ouverture de cette session, a demandé aux initiateurs de bien réfléchir et de faire des recommandations pertinentes, en faveur de la jeunesse centrafricaine.

Le représentant du gouvernement a lancé le démarrage du séminaire tout en encourageant les initiateurs à sauver l'image de la jeunesse centrafricaine : « ce présent pré-forum vous permettra d'identifier les principaux facteurs de toutes ces crises dans le milieu jeune et de dégager les impacts négatifs sur le développement de cette jeunesse ».

Cette activité de trois jours, a pris fin le 21 février dernier. Elle a bénéficié de l'appui financier du CCF-D Terre Solidaire en partenariat avec l'ONG Panafricaine ACORD-Centrafricaine.

La paix et la cohésion sociale au centre d'une série d'activités culturelles dans le 5^e arrondissement

Cette initiative vise à mobiliser les différentes communautés habitant dans cette partie de la capitale centrafricaine. Elle regroupe les compétitions sportives, des chants et danses comportant des messages de paix.

De nombreux jeunes du 5^e arrondissement de Bangui ont répondu à l'appel du Parti de l'unité et de la reconstruction. Ces derniers ont pris part aux diverses activités organisées pour les rassembler autour d'un même objectif : la paix et réconciliation.

Pour Grace-Daniel, l'un des promoteurs de cette manifestation, l'objectif est d'amener les jeunes à prendre conscience de la nécessité de vivre ensemble. « Nous avons décidé de prendre cette initiative pour tenter de faire comprendre à tous les jeunes, l'importance de cultiver le vivre ensemble sans lequel, nous ne pouvons rien faire », a-t-il dit.

Un cadre du Pur a indiqué qu'ils n'ont apporté que le soutien financier pour aider à la réussite de cette manifestation. « Le Pur a apporté l'appui financier qu'il faut à cette manifestation. Nous l'avons fait parce que nous savons qu'il n'y a pas d'espoir sans paix. Nous pensons que de telles initiatives sont à soutenir et à promouvoir. Nous soutenons à travers ce geste la paix et la cohésion sociale pour lesquelles nous nous battons depuis toujours au sein du parti », a confié ce cadre.

Ce n'est pas pour la première fois que ce groupement politique soutient et organise des rassemblements dans le 5^e arrondissement de Bangui pour promouvoir la paix et la cohésion sociale. Des activités de ce genre axées sur la paix et la cohésion sociale ont déjà été menées deux fois à Malimaka, un quartier du 5^e.

OBO

Quatre éléments de la LRA capturés lors d'un affrontement

Lors d'un combat qui a opposé les forces congolaises aux éléments de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Kony, quatre de ces rebelles ougandais ont été arrêtés.

Une information rendue publique, lors de la réunion hebdomadaire de sécurité tenue le 18 février à Obo (sud-est). L'affrontement s'était déroulé dans le parc de Garamba en République démocratique du Congo.

Selon un officier des forces américaines, à l'issue de ce combat, un jeune de douze ans, pris en otage par la LRA a retrouvé la liberté. « Cet enfant a été kidnappé au village de Kpabo localité située à 20 kilomètres de la sous-préfecture de Mboki. Il est accueilli dans une ville de la RDC et continue à bénéficier des soins, afin d'être transféré en Centrafrique dans les jours à venir », a indiqué la même source.

De juin à décembre 2014, cinq victimes de la captivité de la LRA ont retrouvé la liberté. Ces personnes ont été remises à leur famille le 19 février par les forces américaines basées à Obo.

Jean-Yves Le Drian appelle à la solidarité européenne

Le ministre français de la Défense a fait cette invite pour que l'Europe envoie des experts militaires en Centrafrique, toujours en proie à la violence.

« La question est maintenant posée de l'aide de l'Europe à la reconstruction de l'armée centrafricaine, une nécessité pour que ce pays puisse avoir des perspectives », a-t-il déclaré, le 19 février à Riga, en Lettonie, en marge d'une réunion informelle des ministres européens de la Défense. « Il faut donc mobiliser soixante experts militaires, non pas pour une mission de combat mais pour une mission de formation. Et nous avons du mal à les réunir », a-t-il regretté, soulignant les risques d'absence d'une « armée structurée » dans ce pays d'Afrique centrale, qui connaît une instabilité chronique depuis son indépendance.

« J'ai donc appelé mes col-



lègues européens à cette solidarité, indispensable d'autant plus que sur les soixante experts, la France met déjà 20. Il faut que le fardeau de la sécurité européenne soit équitablement réparti », pense Jean-Yves Le Drian. Si la présence de forces internationales [fran-

çaise sangaris, Eufor RCA (UE) et Minusca (ONU)] a permis de stabiliser la situation, elle n'a toujours pas réussi à pacifier l'ensemble du territoire centrafricain, ni certains quartiers de Bangui, la capitale du pays.

Noël Ndong

BRIA

Recrudescence de braquages dans la ville

Malgré la présence des forces internationales dans la ville de Bria (centre), plusieurs cas de braquages à main armée ont été enregistrés, le weekend dernier. Les auteurs de ces actes ne sont pas toujours identifiés.

Les habitants de cette ville ont assisté à plusieurs scènes de braquage. « Le vendredi dernier, la moto de l'hôpital de la ville de Bria a été emportée par des hommes armés non identifiés aux environs de 18h. Ce même jour, un homme âgé de 68 ans commerçant au quartier Latimi a été braqué aux environs de 1h du matin par 6 personnes bien armées à son domicile et les voleurs ont réussi à emporter 90.000FCFA », a rapporté notre correspondant dans la ville.

Le samedi 21 février à 18h,

un cas similaire s'est produit chez un jeune homme âgé de 26 ans. Un commerçant a été braqué devant sa cabine par trois personnes armées. « Ils ont réussi à emporter un carton de cigarette à la valeur de 150.000F CFA et une somme de 50.000F CFA », a

Deux agents humanitaires ont été victimes d'un cas de braquage dans la nuit du mercredi 27 à jeudi 28 janvier dernier. La population avait accusé les éléments de l'ex-Séléka présents dans la ville d'être à l'origine de ce braquage.

La Minusca a déploré la re-

« Nous demandons aux forces internationales qui sont basées à Bria de patrouiller la nuit afin de sécuriser la ville, la population ainsi que leurs biens »

poursuivi la source.

La population lance un appel à l'endroit des forces internationales qui sont dans la ville, « Nous demandons aux forces internationales qui sont basées à Bria de patrouiller la nuit afin de sécuriser la ville, la population ainsi que leurs biens ».

crudescence de ces actes, non seulement à Bria mais dans presque tout le pays. Cette structure annonce qu'elle va multiplier les patrouilles, tant à Bria que dans les autres villes de la Centrafrique. Pour Bria, trois présumés braqueurs ont été appréhendés dans la ville par la Minusca.

BÉLÉKO

Des détonations d'armes font fuir la population

Le refus du receveur de la douane de céder aux exigences d'une bande armée, serait à l'origine de cet incident qui a mis la population en débandade. La sécurité a été rétablie avec l'intervention de la Minusca.

Un agent de douane s'est fait battre par des hommes armés apparentés aux Anti-Balaka.

« Ces derniers ont l'habitude de venir chaque fin du mois exiger une somme de 250.000 FCFA au responsable de la douane locale. Le refus de l'adjoint receveur de cette structure les a rendus mécontents. Ils se sont jetés sur lui et l'ont roué de coup. La Minusca saisie est intervenue pour les mettre en déroute », a expliqué

une source. D'autres sources ont fait savoir que ces hommes armés ont pris fuite dans la brousse, sans l'argent qu'ils ont exigé. Cet incident a créé la tension à la frontière Centrafrique-Cameroun provoquant la fermeture temporaire de la frontière, selon des sources jointes à Béloko.

Source : Réseau des journalistes pour les Droits de l'Homme

MUSIQUE

Buberson Ebata en tournée promotionnelle de son single Obami Sayo

À peine qu'il a mis sur le marché du disque son single intitulé : **Obami Sayo, une chanson qui parle de l'amour ; le patron du groupe Succès mondial de Gamboma (département des Plateaux) se déploie dans tous les sens pour promouvoir son opus.**

Produit par la maison Naah Sayo production, le single Obami Sayo est rendu disponible depuis quelques jours sur le marché du disque en CD et DVD. Pour accompagner la bonne marche de ce produit, Buberson Ebata, le patron du groupe Succès mondial de Gamboma, s'est lancé dans une promotion tous azimuts, devant le conduire de Pointe-Noire à Ouessou, jusqu'au Maroc.

« Je suis en pleine tournée relative à la promotion de mon single : Obami Sayo. J'ai commencé avec sa promotion à Pointe-Noire dans la capitale économique du Congo, puis à Brazzaville avant d'attaquer le nord du pays. Il n'y a pas une autre manière de vouloir de la visibilité de son produit que de procéder de la sorte. Aujourd'hui, l'opus est joué allégrement à Pointe-Noire. Nous souhaitons que cela soit le cas à Brazzaville et dans d'autres localités où nous allons passer », a déclaré Buberson Ebata.

Le patron de Succès mondial

de Gamboma, fait d'une pierre deux coups. Au même moment qu'il fait la promotion de son single Obami Sayo, au même moment il fait aussi la promotion de son groupe Succès mondial de Gamboma. « Notre groupe constitué de 19 personnes est basé à Gamboma dans le département des Plateaux. Nous pensons qu'il est grand temps que nous le faisons connaître à Brazzaville et ailleurs. Et cela se fait par le biais de la promotion de notre single que nous venons de mettre sur le marché du disque. »

Notons qu'après la promotion auprès des chroniqueurs et maisons de distributions, Buberson et son groupe vont passer à l'étape des prestations scéniques. Ce serait pour eux une occasion de présenter officiellement le single Obama Sayo au nord du pays, notamment à Gamboma dans les Plateaux et à Oyo dans le département de la Cuvette. Ils le feront également à Pointe-Noire et à Brazzaville.

Buberson Ebata a par le passé mis sur le marché du disque des albums comme Chicotte forte de six titres en 2006 ; et



Buberson Ebata et son œuvre

un maxi single de quatre titres intitulé Nouveaux testaments, qui n'avaient connu aucun succès et sont passés comme dans les oubliettes. Voilà pourquoi avec le single Obami Sayo, qui en si peu de temps, fraie déjà son chemin, l'artiste et son groupe sont dorénavant visibles. D'où, il ne peut que remercier énormément la maison Naah Sayo production et son patron.

« Je demande aux Congolais de me soutenir comme l'a fait la patron de la maison Naah Sayo production que je remercie infiniment. Je souhaite décrocher des contrats de productions avec les compagnies de télécommunications. Mais mon plus grand souhait en cette année, c'est de participer à l'édition jubilee (la dixième édition) du festival panafricain de musique (Fespam). Faire venir un groupe de musique typique de Gamboma au Fespam, ce serait aussi une très bonne chose », a-t-il conclu.

Signalons que ce single précède un album qui sera mis sur le marché du disque dans les prochains mois.

Bruno Okokana

VIE ASSOCIATIVE

L'Univ sport s'ouvre à d'autres disciplines

L'association Université sport (Univ Sport), qui s'était spécialisée en sport de maintien (la marche), veut s'élargir à d'autres sections, notamment le football et le volleyball.

C'est ce qui ressort de l'assemblée générale de cette association estudiantine tenue le 22 février à Kintélé, au nord de Brazzaville. A cet effet, le premier secrétaire de la Force montante congolaise, Juste Bernardin Gavet, ancien membre de ladite association, a remis un don de kits sportifs composé de ballons, maillots, sifflets et chronomètres, en présence de 65 membres dudit collectif. Ces présents ont été offerts, en guise d'encouragement, en vue du lancement d'autres disciplines sportives.

Ce collectif qui regroupe 115 membres dont 85 membres actifs, ambitionne de participer à la 50^e édition des Jeux africains, Brazzaville 2015. Ce souhait a été émis par le président de l'Univ sport, Andoch Vitickat.

Etant en fin de mandat, le bureau encore en exercice a fait le bilan de ses deux ans d'activités, avant de dresser le rapport moral. Le rapport financier sera examiné ultérieurement, a décidé l'assemblée générale en raison du temps imparti. « De la vie morale

nous avons retenu quelques comportements déviants ces deux dernières années au sein de notre collectif juvénile. Nous devons également conjuguer plus d'efforts en matière de solidarité », a déclaré en substance le président de l'Univ Sport. « Après le lancement de l'opération cotisations statutaires, plusieurs membres peinent encore à s'acquitter des droits mensuels », s'est-il plaint.

Les origines de l'Univ sport

L'Université sport est un collectif des étudiants sportifs créé en septembre 2009 par Ange Antoine Abéna, à son actif, ministre de l'enseignement supérieur, avec pour but de réunir les étudiants chaque dimanche. Cette initiative a connu au départ l'adhésion de centaines d'étudiants. Un an après sa création, l'activité sportive a connu une baisse. Pour redorer le blason de cette association, les dirigeants actuels ont pris les rênes de ce collectif, dans le souci de relancer la machine et d'intéresser le maximum d'étudiants.

Josiane Mambou Loukoula



La photo de famille

JEUX AFRICAINS 2015

Les chefs de missions se réunissent ce 24 février à Brazzaville

La présentation des règlements généraux et techniques de la compétition ainsi que la visite guidée des installations sportives et le village des jeux de Kintélé, sont parmi les points inscrits à l'ordre du jour de la première réunion des chefs de missions des Jeux africains 2015.

Sur le terrain, les confédérations ont accéléré le processus en vue de déterminer les sélections qui participeront du 4 au 19 septembre, à Brazzaville aux jeux du cinquantenaire. Au football, les sélections nationales ont entamé le week-end les préliminaires. Sur les dix rencontres des préliminaires programmées, quatre seulement se sont disputées chez les messieurs. Les cinq autres se sont soldées par la victoire sur tapie vert pendant que la rencontre Egypte-Kenya a été reportée au 1er mars.

Les résultats enregistrés le week-end n'ont pas souri aux équipes qui recevaient. Le Gabon s'est incliné lourdement sur ses propres installations 1-4 face au Nigeria. L'Éthiopie a été surpris par le Soudan 1-2, puis les Hirondelles du Burundi ont gagné sur le terrain des Léopards de la République démocratique du Congo 1-0. Le Mozambique et l'Ouganda ont fait jeu égal 0-0. Le Burkina Faso a battu par forfait la Libye. La Côte d'Ivoire a fait autant face à la Guinée Bissau. La Zambie s'impose sur tapie vert face à la sélection de Madagascar, puis la Tunisie s'est déclarée forfait devant le Mali. Le Zimbabwe passe également devant le Swaziland par forfait. Étaient exemptés du tour préliminaire, l'Afrique du sud, le Cameroun, le Ghana et le Sénégal.

Chez les dames, une seule rencontre a été disputée. Celle qui a vu le Botswana l'emporter devant le Madagascar 3-1. Le Mali bat le Gabon par forfait, puis la Guinée Bissau l'emporte sur la Libye sur tapie vert. Étaient exemptés du tour préliminaire, l'Afrique du sud, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, le Cameroun, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, le Sénégal, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Au basketball, les éliminatoires ont aussi débuté.

Notons que la première réunion des chefs de missions des Jeux africains 2015 s'achève le 26 février. Les cérémonies d'ouverture et de clôture seront présidées par le ministre des Sports et de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat. La journée du 25 février sera essentiellement consacrée à la visite guidée des infrastructures sportives et le village des jeux de Kintélé. Il est également prévu la visite des infrastructures sportives du stade Alphonse-Massamba-Débat, hôtelières et sanitaires ciblées.

James Golden Eloué

PROCESSUS ÉLECTORAL

La Belgique tient au respect strict du calendrier global

En séjour à Kinshasa, les ministres belges des Affaires étrangères et de la Coopération au développement ont recommandé, entre autres, le respect des libertés et l'ouverture de l'espace politique et la stabilité du cycle électoral pour des élections apaisées en RDC.

La Belgique s'en tient à l'organisation des élections en RDC dans les délais conformément au calendrier global récemment publié par la Céni. C'est ce qu'ont réaffirmé les ministres belges des Affaires étrangères et de la Coopération au développement, Didier Reynders et Alexandre De Croo en séjour depuis le 21 février à Kinshasa. Ces deux autorités belges ont insisté sur le respect strict de cet échéancier jusqu'à la tenue des élections législatives et présidentielle prévues pour novembre 2016. La stabilité du cycle électoral pour des élections apaisées devrait passer par là, ont-ils déclaré tout en garantissant à la RDC un appui financier de la Belgique.

La hauteur du financement du royaume de Belgique pour des élections en RDC n'a pas été révélée mais l'on croit savoir qu'elle sera à la mesure des espérances, d'autant plus que la RDC demeure pour la Belgique le premier pays bénéficiant de son aide publique au développement devant le Rwanda et le Burundi. Toutefois, avant que la Belgique ne mette la main dans la poche, la Céni devrait donner des gages de bonne gestion financière quant à l'utilisation du budget de 1,114 milliards de dollars arrêté pour l'organisation des élections générales en RDC. Les deux personnalités belges ont, par ailleurs, recommandé le respect des libertés et l'ouverture de l'espace politique.

Abordant le chapitre du désarmement des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), les deux autorités belges ont exhorté le gouvernement congolais, qui a pris l'option de combattre seul les FDLR sans l'appui de la Monusco, à accepter l'assistance onusienne du moins sur le volet logistique.

Concernant la réintégration et la réinsertion des éléments du M23, les deux ministres belges qui ont été reçus en audience le 22 février par le ministre des Affaires étrangères de la RDC, Raymond Tshibanda, ont souhaité qu'elles se fassent dans un cadre purement civil pour éviter d'incorporer dans l'armée congolaise des éléments indisciplinés.

Alain Diasso

LUTTE CONTRE ÉBOLA

Des leaders des confessions religieuses s'impliquent

Le ministère de la Santé publique n'est pas le seul concerné pour l'éradication de la maladie à virus Ébola. Outre d'autres acteurs, les leaders religieux ont décidé aussi de prendre part à cette lutte parce qu'ils jouent un rôle dans le changement de comportement de la communauté.

Dans le souci de renforcer les capacités de ces leaders religieux dans la lutte contre Ébola, l'Église du Christ au Congo pour les réfugiés et les urgences, en collaboration avec Global Ministries, vient d'organiser à leur intention un atelier de sensibilisation et de renforcement de capacités sur la préparation à la riposte et à la prévention de la maladie à virus Ébola placé sur le thème « Innovation dans la gestion des épidémies à virus Ébola et autres en RDC ».

Cet atelier a accouché des recommandations pertinentes adressées au ministère de la Santé publique et à l'Église du Christ au Congo pour renforcer la lutte contre la maladie à virus Ébola. Ces recommandations prennent notamment en compte la présentation à la réunion de coordination nationale de crise des résultats de deux études menées sur la maladie à virus Ébola; la formation des cadres du ministère de la Santé publique sur la construction de la résilience, entendez par l'anticipation à la riposte du choc de la maladie.

Les participants ont également recommandé la création d'un cadre de collaboration face aux épidémies. Ce cadre comprendra trois acteurs, à savoir l'Église du Christ au Congo, l'École de Santé publique et le ministère de la Santé publique. L'objectif étant d'accompagner le ministère de la Santé publique dans la mise en place d'un plan de résilience contre la maladie à virus Ébola.

Au terme de cet atelier, Mgr Milenge Mwenelwata reconnaît que cette formation a été une réussite. Le ministère de la Santé publique et l'école de la santé publique, fait-il savoir, ont contribué à la réussite de cet atelier. Nous sommes satisfaits des enseignements des formateurs. Les personnes qui ont participé à cet atelier sont aujourd'hui capables d'affronter la maladie à virus Ébola. Cet atelier, ajoute-t-il, nous a aidés à bien analyser la maladie. Pour ce faire, rassure-t-il, l'Église du Christ au Congo s'engage à mettre en pratique toutes les recommandations issues de cette formation. À l'école de santé publique, Mgr Milenge Mwenelwata lui a demandé de satisfaire aux attentes des participants afin de lutter contre la maladie à virus à Ébola.

Aline Nzuzi

EXAMENS D'ÉTAT 2015

Les finalistes à l'épreuve des préliminaires

D'après l'Inspection générale de l'enseignement primaire et secondaire, plus de quinze mille candidats autodidactes pour le cycle long répartis dans près de 217 centres et environ 360 candidats de cycle court répartis dans huit centres ont participé à ces épreuves.

Près de quinze mille candidats autodidactes ont pris d'assaut le 22 février les divers centres disséminés à travers la ville-province de Kinshasa. Filles et garçons habillés en uniforme traditionnelle bleu et blanc ont investi les différents sites réquisitionnés pour les épreuves préliminaires de l'examen d'État 2015.

Français, mathématique, anglais et culture générale ont été au menu de cette étape préliminaire marquée par un accroissement de près de 6% par rapport à l'année dernière en termes de taux de participation. Ce qui a réjoui les responsables du secteur de l'Enseignement primaire et secondaire et professionnelle (EPSP). Ces derniers ont salué la tendance à la parité qui s'est dégagée avec une forte participation des filles atteignant jusqu'à hauteur de 46%. « C'est déjà bon. Bien entendu, nous rêvons de pouvoir



Une vue des finalistes

réaliser plus. On voit que les effectifs croissent par rapport à l'année dernière », a réagi la ministre provinciale de l'Éducation à Kinshasa, Thérèse Olonga.

D'autres responsables du secteur ont mis en exergue la nécessité de bien former ces candidats à l'heure où le pays est en train d'amorcer un virage décisif en mettant le cap vers l'émergence à l'horizon 2030. Et à travers le système d'évaluation certificatif national, tel que l'examen d'État, la RDC est en train d'investir dans les jeunes qui représentent d'importantes ressources avec lesquelles il faudra compter pour l'avenir.

Du centre de passation Kin-Est

situé dans l'enceinte du Lycée technique de Limete au Lycée Toyokana situé sur l'avenue Force dans la commune de Kasa-Vubu en passant par l'Institut de la Gombe, des jeunes finalistes rivalisaient d'ardeur par rapport à leurs connaissances.

À noter que le plus jeune candidat à cette étape des préliminaires des examens d'État est une fille de seize ans. La délégation du secteur de l'éducation nationale ayant effectué dimanche la ronde de quelques centres ayant abrité les épreuves s'est réjouie de l'organisation mise en œuvre mais aussi du niveau appréciable des candidats.

A.D.

TOURISME

Bientôt la réhabilitation des sites

Le ministre de tutelle, Elvis Mutiri wa Bashara, tient à relever le défi pour faire de ce secteur créateur de richesses et d'emplois.

En séjour à Goma dans la province du Nord-Kivu, le ministre du Tourisme a fait l'état des lieux du secteur touristique dans ce coin de la République afin d'identifier les nouveaux sites et d'envisager la réhabilitation de ceux qui existent. Cela après avoir appelé les Congolais à être les premiers marketeurs de l'image du pays au-delà de ses frontières. Elvis Mutiri, qui a inscrit son plan d'action dans l'amélioration de la gouvernance administrative et technique ainsi que dans la ré-

habilitation des infrastructures touristiques et la promotion de la RDC, tient à capitaliser les énormes potentialités du pays dans ce secteur.

À Goma, le ministre du Tourisme a mis son séjour à profit pour non seulement s'entretenir avec tous les acteurs impliqués dans son secteur mais aussi étudier toutes les voies qui se présentent pour contribuer au développement du tourisme dans la province du Nord-Kivu. Il a eu, tour à tour, des séances de travail avec les autorités provinciales parmi lesquelles le vice-gouverneur du Nord Kivu, le ministre provincial du Tourisme, la DG de l'Office national

du tourisme sans oublier les différents membres de l'administration locale. Ensemble, ils se sont appesantis sur les défis à relever pour faire du tourisme un secteur porteur de croissance. Elvis Mutiri a, par ailleurs, invité ses interlocuteurs à un appui franc et massif pour réaliser efficacement les objectifs que le gouvernement s'est fixés. Le ministre s'est aussi intéressé à la relance du tourisme scolaire ce qui, fait-il remarquer, permettra aux élèves de s'approprier les potentialités du pays et renforcera leurs capacités dans le cadre de l'initiation à la nouvelle citoyenneté.

A.Nz.

JUSTICE

Une protectrice des droits de l'Homme poursuivie devant le Tripaix-Gombe

Cette dernière et son organisation sont accusées de dénonciation calomnieuse.

La justice reproche à l'ONG Femmes solidaires pour la paix et le développement ainsi que sa présidente, Desy Furaha, d'avoir réclamé une enquête sur des faits de violences sexuelles imputés à un cadre du ministère de Finances. L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj), qui s'est dite vivement préoccupée par ces poursuites pénales engagées devant le Tribunal de

paix de Kinshasa/Gombe sous RP. 24.660/VII, a noté que l'accusée encourt la peine de cinq ans au maximum et son ONG, le paiement de la somme de un million de dollars américains à titre de dommages-intérêts. Par ailleurs, cette ONG de défense des droits de l'Homme trouve non-fondée cette action en justice initiée contre cette organisation et son animatrice. « Les poursuites engagées contre Mme Desy Furaha et son ONG ne sont pas fondées, car ces dernières n'ont fait qu'ac-

complir leur travail », a déclaré le président de l'Acaj, Me Georges Kapiamba.

Ce juriste a également dénoncé des poursuites de plus en plus fréquentes contre les activistes des droits de l'Homme dans le pays. « Nous sommes profondément préoccupés par l'augmentation des poursuites judiciaires contre les défenseurs des droits de l'Homme en RDC et demandons au gouvernement d'en faire cesser », a-t-il appuyé.

Lucien Dianzenza

JEUX AFRICAINS BRAZZAVILLE 2015

La RDC U23 battue à domicile par le Burundi

Les Léopards football de moins de 23 ans de la RDC sont passés à côté de leur première sortie comptant pour les éliminatoires des Jeux africains Brazzaville 2015.

Les poulains du sélectionneur Médard Lusadisus ont été battus at home, le 21 février, au stade Tata-Raphaël, en match aller, par les Hirondelles du Burundi sur la marque de zéro but à un. L'unique but de la partie a été inscrit par Shirimana Badi à la 50e minute de jeu, sur une erreur de la défense RD-congolaise.

Le onze de départ des Léopards s'est composé du gardien de but Landu Makiese, des défenseurs Dido Bafola Monokumi, Lomalisa Mutambala, Ruddy Makwekwe Kupa et Luyindama Nekadio. Au milieu de terrain, on a noté la titularisation de Ava Dongo Sisso, Robert Mbelu, Serbie Alongo Ndombe, alors qu'en attaque, il y

a eu Ushindi Wa Kubanza, le capitaine Dark Kabangu Kadima et Badra Katalayi Mpumbu. Prince Ntoya Matondo, Hervé Ngoie Muzinga, Glody Ngonda Muzingo, Jésus Moloko Ducapele, Nicolas Mbala Bloda et Cédric Kalombo Diba ont débuté sur le banc. Du côté des Hirondelles, le sélectionneur Cédric Kazé a titularisé Mboni Hankuye Yussuf, Kiza Fataki, Harerimana Rachid Léon, Hakizimzina Issa, Mvuyekure Emmanuel, Nduwa Dugira Christophe, Shimirimana A Badi, Abdul Razack Fiston, Iddy Saïdi Yuma, Mshimirimana David et le capitaine Ndikumana Yussuf.

Les hommes de Médard Lusadisus ont multiplié des assauts dans les 18 m des Hirondelles mais concrétiser toutes leurs offensives, se heurtant à une défense burundaise regroupée. Même l'entrée Kalombo Diba, alias Milimo, coqueluche du FC Renaissance du Congo n'a rien apporté.

Le manque de réalisme congolais s'est même traduit par un penalty loupé par Glody Ngonda qui est monté sur l'aire de jeu en deuxième période.

« Nous avons manqué de concentration et le mental requis pour un match de haut niveau. Les Léopards n'ont bénéficié que de deux jours d'entraînement pleins et de trois jours ensemble. À présent, nous devons travailler davantage. Ce groupe regorge de talents qui pourront servir à l'avenir. Pour ce match perdu, je n'ai pas besoin de m'excuser. La défaite est passée. Nous devons penser au match retour. Car il y a encore de l'espoir », a déclaré le sélectionneur des Léopards, Médard Lusadisus, à la fin de la partie. Quant à son homologue des Hirondelles, Cédric Kazé, il a indiqué : « Mon équipe s'est préparée pendant près de trois mois et cette préparation a été ponctuée des deux tests matches. Et



Une vue du match perdu par la RDC U23 face au Burundi à Kinshasa (photo Leopardsfoot.com)

nous savions qu'il n'a pas été le cas pour nos adversaires. Les Burundais, souffrant du manque de fraîcheur physique, ont été plus collectifs que les Congolais, pleins d'individualités et qui se sont illustrés par un individualisme trop perceptible et malgré cette

avance acquise à Kinshasa, rien n'est d'avance gagné au match retour ». Les deux équipes prennent rendez-vous dans deux semaines au stade Prince Louis-Rwagasore de Bujumbura pour le match retour déterminant.

Martin Engimo

DIVISION 1-PLAY OFF

DCMP tombe à Kinshasa devant Lupopo

Le team vert et blanc de la ville capitale s'est incliné, en présence de son public du stade Tata-Raphaël, devant le bleu et or de Lubumbashi.



Lupopo de Lubumbashi (photo Leopardsfoot.com)

La deuxième journée de play-off de la 20e édition du championnat national de football a été marquée par la défaite du Daring Club Motema Pembe (DCMP), le 22 février, au stade Tata-Raphaël de Kinshasa, face au FC Saint-Éloi Lupopo de Lubumbashi. Avec leur réputation de bourreaux des Immaculés de Kinshasa, les Viets Luchois sont donc venus s'imposer sur le terrain de leur adversaire, grâce à un but de Monzele Otey, transfuge de l'AS Dragons de Kinshasa, à la 61e minute de jeu. Il a victorieusement repris de la tête une balle renvoyée mollement par le gardien de but nigérien Doumbia du DCMP sur une frappe lourde de Harimana de Lupopo.

Les Immaculés ont pourtant dominé la partie, respectant les consignes du coach Mwinyi Zahera avec de la fluidité dans le jeu. Mais le gros problème du team vert et blanc a été le manque total d'efficacité et de réalisme de ses attaquants, particulièrement Musingu, alias Tempo, qui s'est créé plus de trois occasions nettes de but, sans être décisifs. Le coach Mwinyi Zahera a d'ailleurs déclaré qu'il ne dispose pas d'un «buteur attiré». Au cours de cette rencontre, les Cheminots de Lubumbashi, amenés par le coach Raoul Jean-Pierre Shungu, ont fait montre de solidarité, avec un bon regroupement défensif et un impérial

Kitumbo dans l'axe de la défense. L'on note que c'est la deuxième défaite en deux sorties du DCMP après la déroute (0-2) subie face à Lubumbashi Sport dans la capitale cuprifère congolaise en première journée. Dans d'autres rencontres de la deuxième journée, l'on note le résultat nul de zéro but partout au stade Tshikisha de Mbuji-Mayi entre la formation locale de Sa Majesté Sanga Balende et Shark XI FC de Kinshasa. Et en match avancé de la deuxième journée, le TP Mazembe s'est imposé face à JS Groupe Bazano de Lubumbashi par un but à zéro, un but du Tanzanien Thomas Ulimwengu. Notons aussi la probable victoire par forfait du TP Mazembe sur FC MK de Kinshasa dans le cadre de la première journée. Le club dirigé par l'homme d'affaires Max Mokey ne s'est pas présenté sur l'aire de jeu du stade TP Mazembe de Lubumbashi, dimanche, en match en retard de la première journée, alors que la Ligue nationale de football avait maintenu le match à dimanche, n'accédant pas à la demande de report du FC MK. Au classement, Lupopo est premier avec quatre points. Mazembe, Lubumbashi Sport ont chacun trois points, alors que V.Club, Don Bosco, Js Groupe Bazano, Sanga Balende et Shark XI FC ont un point. DCMP et FC MK ont zéro point.

M.E.

FESTIVAL INTERNATIONAL DES PEUPLES AUTOCHTONES

Kinshasa accueille la seconde édition

L'activité organisée par les acteurs de la société civile environnementale, réunis au sein de la Dynamique des groupes des peuples autochtones (DGPA), constitue un moyen de sauvegarde, de promotion et de diffusion de la culture traditionnelle des peuples.

La conférence de presse tenue le 20 février au restaurant Kwilu, à Gombe, a permis au coordonnateur de la DGPA, Adrien Sinafasi, de relever les objectifs poursuivis par le Festival international des peuples autochtones prévu du 27 au 29 mars à Kinshasa, en l'espace Fête par fête, ainsi que la présence à cette rencontre des autochtones de quatre continents.

Ce festival organisé par la DGPA, en collaboration avec d'autres grands réseaux autochtones en RDC ainsi que d'autres partenaires, a noté le coordonnateur de la DGPA, a comme

RDC à travers l'adoption d'une proposition de loi organique portant protection et promotion de leurs droits fondamentaux et spécifiques d'ici la fin de la session parlementaire du mois de mars prévue en juin 2015. La rencontre vise également d'amener le gouvernement de la RDC à être plus regardant sur l'impact de ses politiques à l'égard de ces peuples de forêts dont la survie est étroitement liée à leur environnement naturel.

Une rencontre des peuples autochtones de quatre continents

Cette réunion constituera une activité événementielle et de plaidoyer, une plate-forme d'échanges d'expériences et un outil de promotion des droits des peuples autochtones. Ce grand événement culturel constitue, selon les organisateurs, un moyen de sauvegarde, de promotion et de diffusion de la culture traditionnelle des peuples autochtones en vue de reconnaître la richesse des contributions de ces peuples sur des questions aussi essentielles que la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, ainsi qu'à la dégradation des forêts, pour le bien-être de l'humanité et le développement durable. Au cours de cette activité, en effet, le peuple congolais trouvera ainsi une opportunité de découvrir cette richesse culturelle des peuples autochtones et des pygmées.

La rencontre attend les autochtones de toutes les provinces de la RDC, ceux du Cameroun, de la République centrafricaine, du Congo-Brazzaville, du Kenya (les Masai), de la Tanzanie, du Royaume de Norvège (les Sami), du Pérou, du Rwanda, du Burundi, du Brésil, de l'Indonésie et de la Malaisie. Mais au-delà des autochtones, certains orateurs viendront du Mali, des États Unis, de la Grande Bretagne, etc. Parmi les activités prévues, il y a des discours, des conférences-débats, des ateliers, l'exposition d'arts et des cultures, des villages miniatures, des visites guidées, l'art culinaire, les workshops et expo show radio-télévisés, des contes et projections, la musique live et folklorique et le slam.

Lucien Dianzenza



Une affiche du Festival international des peuples autochtones

objectif ultime de pousser les décideurs politico-administratifs à créer un cadre légal susceptible de protéger et de promouvoir les droits des peuples autochtones pygmées en

HUMEUR

Quand l'informel est structuré, il offre des emplois soutenables

On entend par structuration du secteur informel, la grande attention que les pouvoirs publics peuvent accorder à celui-ci, car ce secteur reste et demeure un appendice incontournable dans la recherche d'emplois des jeunes. Les études révèlent, de plus en plus, un nombre important et croissant des jeunes à la recherche d'un premier emploi. Une véritable épine sous le pied des pouvoirs publics qui ne peuvent seuls résoudre ce problème. Parce qu'il est temps que le secteur informel vienne au secours. Mais, avant tout, s'impose la nécessité de l'organiser.

L'informel est entendu ici par l'ensemble d'unités produisant des biens et des services en vue de créer des emplois et revenus pour des personnes. Seulement, à ce jour, on note un faible niveau d'organisation sans compter qu'il opère à petite échelle. En le pénétrant, il ressort une forte dose de subjectivité : une organisation assise sur la parenté ou l'amitié au mépris de réels contrats assortis de garanties de sécurité sociale, etc.

L'informel, qu'on le veuille ou pas, poursuit les mêmes objectifs que l'État ou le formel : la création d'emplois et les services divers. En effet, ce secteur comporte toute une kyrielle d'activités dont il est difficile de définir les contours. Pour ne citer que quelques unes, il y a, entre autres, l'informel de production, notamment l'agriculture péri-urbaine, la menuiserie bois et métal ; l'informel d'art (la bijouterie, la sculpture, le tissage, la couture, la broderie, la maroquinerie, la cordonnerie, la peinture) ; l'informel de service à savoir : la restauration, les transports urbains, la coiffure, la réparation mécanique ou l'électronique ; l'informel d'échanges tels que la distribution, le commerce, le change, et autres.

Ceci montre bien que l'informel, lorsqu'il est bien organisé et structuré, participe activement à la lutte contre la pauvreté. Il est aussi l'un des leviers essentiels dans l'insertion socio-économique et socio-professionnelle des jeunes. D'où, l'urgence d'inventer et imaginer les stratégies pour sa structuration et son organisation.

Où sont les organismes nationaux, sous-régionaux et internationaux pour appuyer l'État dans cette aventure socio-économique salubre ?

L'informel est la « mamelle-sœur » de la Fonction publique qu'il soutient dans la création des emplois des jeunes. « *Tout le monde n'est pas appelé à travailler à la Fonction publique* », disait un jeune qui avait réussi à s'insérer socio-professionnellement et qui assurait un emploi à cinq autres.

Selon une étude de la Banque africaine de développement (BAD), entre 2000 et 2008, il ressort un faible appui des gouvernements des pays en développement à ce secteur. Ce résultat a poussé la BAD à un plaidoyer en faveur du secteur informel.

Faustin Akono

ACTION HUMANITAIRE

Des secouristes et volontaires de la Croix-rouge édifiés sur leur mouvement

À l'occasion du 51^e anniversaire de la Croix-rouge congolaise, un focus-Group a été organisé le 22 février à l'école primaire 31 décembre de Tié-Tié, à Pointe-Noire sur l'historique du mouvement Croix-rouge et les différentes activités de l'organisation humanitaire planétaire.

Initié par le bureau de l'arrondissement 3 Tié-Tié que dirige Jean Paul Ngoubili, ce focus a regroupé l'ensemble des secouristes dudit arrondissement et ceux issus des autres arrondissements.

Dans son exposé, retraçant les faits historiques du mouvement, Jean Paul Ngoubili affirme que la Croix-rouge fut créée par le Suisse Henri Dunant, suite à la bataille sanglante de Solferino en Italie, le 24 juin 1859 qui fit en une journée près de 40 000 morts. Ainsi, le 17 février 1863, Henri Dunant, homme d'affaires suisse ainsi que quatre autres citoyens helvétiques vont créer un comité qui deviendra par la suite Comité international de la Croix-rouge (CICR), l'instance fondatrice du mouvement. La même année, une conférence internationale permet la création de sociétés nationales de secours dans 17 pays.

Le CICR qui représente la plus ancienne des organisations humanitaires est l'une des trois composantes indépendantes du mouvement international de la Croix-rouge et du Croissant-rouge, à savoir le comité international de la Croix-rouge, les Sociétés nationales de la Croix-rouge et du Croissant-rouge, la Fédération internationale des Sociétés nationales de la Croix-rouge et du Croissant-rouge (FICR), fondée en 1919. Les objectifs du CICR sont : protéger et porter assistance aux personnes touchées par les conflits, promouvoir le droit international humanitaire, réduire les effets des armes de guerre sur les personnes vivant en zone de conflit, sensibiliser les parties prenantes aux problèmes humanitaires (diplomatie humanitaire), établir des partenariats avec



Jean Paul Ngoubili et les secouristes de la Croix-rouge en pleine formation crédit photo «Adiac»

les entreprises privées opérant dans les zones de conflit, coopérer avec les deux autres institutions de la Croix-rouge.

À propos de la Croix-rouge congolaise, Jean Paul Ngoubili a signifié qu'elle est née le 22 février 1964 de la volonté des Congolais de secourir leurs compatriotes revenus en masse de la République démocratique du Congo, suite à des brouilles politiques entre les États frères des deux Congo, l'élan civique dont fit preuve le gouvernement et la population brazzavilloise avait fortement marqué les rapatriés. Plusieurs autres dates seront inscrites dans l'histoire de la Croix-rouge congolaise. En 1975, se tient la première assemblée générale des volontaires sous l'égide de la Croix-rouge internationale. À l'issue de celle-ci, le Comité international de la Croix-rouge reconnaît en 1976 la Croix-rouge congolaise, comme unique société de secours volontaire dans le pays. Comme couronnement au mouvement international de la Croix-rouge et Croissant-rouge, elle fut admise comme 124^e membre à l'assemblée générale tenue à Bucarest en Roumanie en 1977. Un an avant, ce sont les pouvoirs publics qui vont reconnaître la Croix-rouge comme partenaire. Présente dans les 12 départements du pays, la Croix-rouge congolaise, à

en croire Jean Paul Ngoubili ne bénéficie toujours pas des avantages dus à son auréole et au rôle prépondérant joué dans le secourisme, en assistant notamment les victimes des conflits et catastrophes et même des troubles internes, sans oublier son apport dans l'amélioration des conditions de vies des plus vulnérables.

La fin du focus a été marquée par le témoignage du doyen Joseph Bas-sama, un des pionniers de la Croix-rouge congolaise aux côtés de Ida Victorine Ngamporo (qui a dirigé la Croix-rouge de 1965 à 2007 et actuelle présidente d'honneur de la Croix-rouge congolaise), du médecin-colonel Pierre Mobengo, de François Missamou, qui a composé l'air de l'actuel hymne de la Croix-rouge.

À noter que le 28 février, à l'école primaire 19 septembre au quartier Fond Tié-Tié se tiendra la 2^e session d'évaluation du bureau et du conseil de gouvernance qui va en outre préparer le programme d'activités de 2015. Le 4 mars aura lieu la Conférence des présidents et vice-présidents de la Croix-rouge des différents arrondissements de Pointe-Noire. Enfin, le 9 mai, sera organisée une grande soirée marquant le 152^e anniversaire du mouvement Croix-rouge.

Hervé Brice Mampouya

INSÉCURITÉ

Des incursions militaires angolaises inquiètent les populations du district de Tchiamba-Nzassi

En visite de travail à Tchiamba-Nzassi pour faire l'état des lieux de cette communauté urbaine, en vue des futurs investissements, le président du Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire, Roland Bouiti-Viaudo à la tête d'une grande délégation a été informé de la situation. C'était le 20 février à la faveur de la première session ordinaire dudit Conseil.

À Tchiamba Nzassi, le président du conseil et sa délégation ont été reçus par le sous-préfet de cette communauté urbaine, Antoine Ngoulou avant de suivre la présentation de la carte de visite de cette localité, faite par la secrétaire générale, Céline Yolande Mikolélé-Nkonta, qui est revenue sur l'historique de la création de la communauté, avant de peindre le tableau socio-écono-

mique, politique et culturel de la sous-préfecture, sans oublier les problèmes dont font face les populations de cette sous-préfecture. Il s'agit notamment des incursions répétées des militaires angolais dans les villages situés le long de la frontière. Ce, malgré l'existence des patrouilles mixtes. Il se pose par ailleurs, un problème d'électrification de la communauté urbaine et des 20 villages qui la compose ; l'occupation du marché moderne; le manque criant de bâtiments et logements administratifs, la faible extension du réseau d'adduction d'eau dans toute la communauté urbaine. « *Ces difficultés empêchent la sédentarisation des agents de l'Etat évoluant dans les services déconcentrés* », a-t-elle déploré.

Sur le plan éducatif a-t-elle poursuivi, Tchiamba-Nzassi dispose d'un lycée public, deux collèges et onze

Le district de Tchiamba-Nzassi est né de la scission administrative du district de Hinda en 1995. Depuis la promulgation de la loi n°18-2011 du 17 mai 2011, portant rattachement du district de Tchiamba-Nzassi au département de Pointe-Noire et définissant ses limites, il est rattaché au département de Pointe-Noire mais, le transfert des compétences n'est pas encore effectif. De 1995 à ce jour, six autorités ont administré ce district, dont Antoine Ngoulou en fonction depuis 2008. Cependant, la communauté a été créée par la loi n°8-2005 du 23 mai 2005. Elle s'est rattachée au département de Pointe-Noire le 1^{er} juin 2012. Sa superficie, 1089km² pour une population estimée 14 080 habitants disséminées dans 20 villages et deux quartiers qui constituent la commune urbaine.

Limitée au nord par les districts de Hinda et de Mvouti, au sud par l'océan Atlantique, à l'Ouest par la commune de Pointe-Noire et à l'Est par l'enclave du Cabinda, la sous-préfecture de Tchiamba-Nzassi se subdivise en deux quartiers pour une population d'environ 5 000 habitants. Elle est l'une des entités administrative du Congo qui abrite la quasi-totalité des services déconcentrés de l'Etat.

écoles primaires publiques, tandis que sur le plan sanitaire, cinq vil-

lages sur les vingt (20) disposent des Centres de santé intégrés, confrontés au problème du manque personnel soignant, le cas de celui du village Tchissakasta, situé à 40km du chef-lieu du district qui a une population de 527 habitants. S'ajoute à cette liste la dégradation de la route nationale n°4, Pointe-Noire-Nzassi-frontière Angola.

Il ressort également que le secteur de l'économie est tenu par des acteurs privés qui investissent surtout dans le domaine agropastoral. Il faut souligner l'implantation du projet SNPC-MKB à Kondji avec trois puits de pétrole en production et d'autres en cours.

Après avoir écouté les différentes doléances des populations de cette partie du pays, Roland Bouiti-Viaudo et les distingués conseillers ont dit prendre acte, en vue de pouvoir les examiner durant les assises du Conseil.

Charlem Léa Legnoki

CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET MUNICIPAL

La poursuite du programme de modernisation de la ville en vue

La nouvelle équipe du Conseil départemental et municipal de la ville de Pointe-Noire entend poursuivre le programme de modernisation de la ville océane, amorcé au cours des années antérieures. C'est ce qui ressort de sa première session ordinaire dont l'ouverture a eu lieu le 18 février à la mairie centrale.

« Le but à atteindre est l'élaboration du programme de développement local qui, comme nous l'avons convenu lors de la session inaugurale, est la poursuite de la modernisation de notre ville », a dit Roland Bouiti Viaudo, président du Conseil départemental et municipal, député maire de la ville de Pointe-Noire.

En effet, le nouveau bureau du Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire a, dans son programme, prévu plusieurs activités dont le but est d'achever les projets entamés les années antérieures, parmi lesquels on peut citer la mise en œuvre d'un vaste programme d'assainissement de la ville, la réparation et le bitumage de ses voiries urbaines.

Rappelons que, concernant le drainage pluvial, l'Etat congolais et l'Agence française de développement (AFD) ont signé en décembre dernier, un contrat pour un montant global de vingt six milliards deux cent trente huit millions deux cent quatre vingt mille (26.238.280.000) FCFA.



Roland Bouiti-Viaudo crédits photos «DR»

De même, toujours en collaboration avec l'AFD et la direction générale des Grands travaux, les services de la municipalité de Pointe-Noire sont à pied d'œuvre pour la finalisation des termes de référence de l'étude de faisabilité et la réflexion sur l'intégration d'une composante gestion des déchets.

C'est en fait un vrai pari, voire un test pour cette nouvelle équipe qui est appelée à réduire les souffrances de la population et à satisfaire ses attentes, notamment dans le domaine des voiries urbaines.

Hugues Prosper Mabonzo

PRODUITS AVARIÉS

Quatre conteneurs de vivres impropres à la consommation de la Société Sundeep détruits à Vindoulou

Ces vivres de diverse nature composés de produits congelés et secs portent les dates de péremption en court de validité mais ils sont abimés par un mauvais approvisionnement en électricité pour certains, pendant que d'autres portent les dates limites de consommation dépassées. Les produits ont été déclassés hors circuit de vente par ladite société et ont été détruits, le 21 février, par les services publics habilités à la décharge privée de Gatsista située au quatrième arrondissement de la capitale économique, Loandjili.

Des cartons de poulets, de dindes, de viande de porc, des biscuits, des jus en boîte, des œufs, du lait en poudre, des boîtes de tomates et de quakers, des sachets de sel de cuisine, des oranges ont été brûlés puisqu'ils étaient jugés impropres à la consommation. S'exprimant à la presse pendant cette destruction, Gaspard Massoukou, directeur départemental de la Concurrence et de la Répression des fraudes commerciales de Pointe-Noire, a exhorté d'autres commerçants et opérateurs économiques de la ville de s'inspirer de cet exemple de la société Sundeep afin d'écartier du circuit de vente tous les produits jugés dangereux, portant des dates limites de consommation dépassées ou ne bénéficiant pas de bonnes conditions de conservation. « Il faut saluer et encourager le comportement responsable de l'opérateur économique de la société Sundeep, ce dernier n'a pas attendu d'être surpris



Des camions de vivres voués à la destruction /photo Adiac

par le passage des services publics pour écartier de la vente tous les vivres de mauvaise qualité. Cette attitude des responsables de ladite société fait suite à plusieurs séances de travail entre la Direction départementale de la concurrence et de la répression des fraudes commerciales et les différents commerçants et d'autres opérateurs économiques de la ville océane », a indiqué Gaspard Massoukou. Signalons que la société Sundeep est une société, installée depuis plus d'une dizaine d'années à Pointe-Noire, elle est spécialisée dans l'importation et la vente des produits congelés et des matériaux de construction. Conformément à un décret présidentiel, la commission de destruction de ces vivres a été composée des représentants des divers services publics habilités, notamment le commerce, l'environnement, le service d'hygiène, la police administrative, le service phytosanitaire, les associations des consommateurs, la Direction de la surveillance du territoire, la préfecture, la mairie.

Séverin Ibara

TRANSPORT EN COMMUN

La mise en circulation des bus de la STPU estimée en avril

En marge de la première session ordinaire du Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire, Roland Bouiti-Viaudo et les conseillers ont visité le 19 février au Port Autonome de Pointe-Noire, les bus de la future Société de transports publics urbains (STPU) et le site qui leur est réservé à la base technique de ladite société dans le sixième arrondissement Ngoyo. La visite a été guidée par le coordonnateur de ladite société, Alphonse Pepa.

Au total cinquante (50) bus de marque ASHOK LEYLAND, destinés à la ville de Pointe-Noire ont été visités par les conseillers. Ces bus ont une capacité de 74 places dont 35 assises et 39 debout. Outre ces bus, il y a aussi, pour leur maintenance, deux moyens de dépannage bien équipés, avec un groupe électrogène et une motopompe à eau, soit tout le confort technique nécessaire pour assurer l'entretien de ces bus.

Cette maintenance sera assurée par douze jeunes congolais qui ont suivi une formation accélérée d'ingénieur technique en Inde, a indiqué Cleige Leduc Dihouidi. Ces jeunes ont d'ailleurs assisté au montage de l'un des bus de transport qui vont d'ici peu soulager les peines des Ponténégrins et des Brazzavillois en transport en commun.

Selon le coordonnateur de la Société de transport publics urbains, Alphonse Pepa, le projet se poursuit sans entrave. « Sur 200 bus at-



Une vue des bus garés au port de autonome de Pointe-Noire «adiac»

tendus, nous avons reçu 120bus. 70 sont déjà à Brazzaville et 50 à Pointe-Noire. En termes de dépôt, à Pointe-Noire il en est prévu deux : l'un à Ngoyo et l'autre à Vindoulou. Dans un mois, tous les bus seront sur les sites. Il ne reste qu'à réaliser la partie technique et commerciale du projet. Quant à voir les premiers bus circuler dans les villes de Pointe-Noire et de Brazzaville, il faut estimer fin mars ou début avril », a-t-il affirmé.

S'agissant du recrutement des chauffeurs, il a souligné que jusqu'à ce jour aucun chauffeur n'a été embauché. « Nous avons reçu plusieurs dossiers que nous avons envoyés à la

direction générale des transports terrestres pour s'assurer de la validité des permis de conduire ». Par contre, les candidatures des receveurs sont encore ouvertes ; celles des dames sont encouragées. Ces receveurs doivent être au moins titulaires d'un BEPC car, le système de billetterie est informatisé. Les candidats doivent être âgés de moins de 40ans pour assurer leurs cotisations pendant 20 ans et bénéficier de la pension à la retraite.

Lors de l'ouverture de la session, le maire a annoncé la réparation ainsi que le bitumage des voiries urbaines.

Charlem Léa Legnoki

Les Ponténégrins découvrent le film, « Un foyer difficile »

La présentation officielle de ce film écrit et réalisé par le cinéaste congolais Cardorel Bazza accompagné de l'Ecole d'initiation au cinéma et à la musique (CENE-SCHOOL) a eu lieu samedi 21 février à l'Espace Yaro, situé dans le quatrième arrondissement de Pointe-Noire, Loandjili.

« Un foyer difficile » est un film qui traite sur un temps comique, un fait de société, notamment l'histoire de Tsimba, une jeune fille âgée de 17ans qui s'est mariée à un vieux de 49 ans. Ce grand écart d'âge va lui causer, malheurs et ennuis dans le foyer par les enfants de son mari.

En effet, la présentation officielle de ce film très captivant a satisfait de nombreux spectateurs. « Le thème développé dans ce film est intéressant ainsi que le rôle joué par les différents acteurs. Les jeunes de l'école Cené-School ont produit un travail de bonne qualité. A travers ce film, ils ont exprimé, leur volonté de rehausser le niveau cinématographique du Congo. Cela mérite des encouragements », s'est réjoui le spectateur, Dina Ibounga Makaya.

Rappelons que Cardorel Bazza n'est pas à son premier film, il a déjà réalisé plusieurs titres dans le passé, comme Grosse erreur, en septembre 2011; Qui cherche, trouve ; Qui cherche trouve 2 ; Qui cherche trouve 3 en octobre 2012 ; Un Pari en mars 2013 ; ça brûle en mai 2013 ; Pas moi en octobre 2013 ; Qui cherche trouve 4 en février 2014. Il faut dire qu'en dépit des efforts fournis actuellement par les jeunes cinéastes, le secteur cinématographique congolais reste confronté à un manque soutien efficace. Une réalité qui, selon le réalisateur du film « Un foyer difficile », constitue un frein au développement de cet art. Ce qui dit-il, incite souvent à la fuite des talents vers l'étranger. Les autorités devraient donc doubler leurs efforts en développant ce secteur combien fondamental quant à la promotion culturelle du pays.

S.I.

2^E ÉDITION DE LA DJIRI CUP

Les Panthères du Gabon remportent le trophée

La sélection U-17 du Gabon a partagé le même nombre de points avec les Congolais du Centre national de formation de football (CNFF). Elle n'a fait la différence que grâce à l'avantage des buts marqués avant de priver le CNFF d'un deuxième titre consécutif.

Le tournoi dont le coup d'envoi a été donné le 21 février au Centre d'Études et sport La Djiri par le ministre des Sports et de l'éducation physique n'a finalement connu que la participation de quatre équipes au lieu de six comme prévu. Le centre de formation Ujana de la République démocratique du Congo n'a pas pu effectuer le déplacement de Brazzaville faute de visas. Pour des raisons politiques, celui du Burundi a été privé de la participation. L'absence des deux centres n'a visiblement pas détourné le tournoi de son objectif premier à savoir celui de mettre en lumière les talents footballistiques des jeunes joueurs. Sur le terrain, le niveau du tournoi a été meilleur que celui de la première édition. Sur la pelouse synthétique de la Djiri, des talents se sont révélés. Le jeune Sergio Abeso Ayang (Nany) a été plébiscité meilleur joueur du tournoi. À l'équipe du CESD, trois ou quatre joueurs ont tapé dans l'œil de leur formateur Vincent Rautureau. Le Gabonais Horly Ngouba Moudouhy a été le joueur le plus efficace devant les buts. C'est ce qui lui a permis de décrocher le prix du meilleur buteur de la

compétition pour avoir inscrit cinq buts soit trois de plus que Francoeur Kibamba du CNFF. Sur le chemin menant à la consécration, la bataille a été rude entre la nouvelle génération des U-17 du CNFF et la sélection du Gabon. Les deux équipes ont lutté à arme égale de deux buts partout lors de leur confrontation directe. Le suspense a duré jusqu'aux derniers matches. Seul le règlement a pu les départager. Ce règlement fixait à quatre points, la victoire obtenue par deux buts d'écart et à deux points, le nul avec but.

Réactions sur le niveau du tournoi

Déjà vainqueur du CESD 1-0, le CNFF augmentait ses chances de succéder à lui-même en imposant une défaite de 2-0 au Centre Cano de la Guinée Equatoriale. Les buts de la rencontre portaient les griffes de Francoeur Kibamba et Bopoumela. Il devrait compter sur un sursaut d'orgueil du CESD face aux jeunes panthères pour conserver son bien. Vainqueur de Cano de la Guinée Equatoriale sur le score de 2-1, les Gabonais n'ont fait qu'une bouchée du CESD 3-0 grâce à des réalisations d'Adzé Emmanuel, Horly



Les U-17 du Gabon, vainqueurs de la deuxième édition de la Djiri cup (Photo Adiac) une séquence du match CNFF-CANO (Photo Adiac)

Ngouba et Momo Taine. « Le tournoi était appréciable et encourageant pour l'avenir parce que toutes les équipes ont présenté des joueurs capables de faire monter le ballon de la défense, du milieu du terrain jusqu'en attaque. Je crois que les différents groupes ont de l'avenir. Je m'attendais à remporter le tournoi parce que nous sommes une équipe nationale à la différence des autres équipes qui se sont présentées. Nous avons beaucoup d'expérience et beaucoup de maîtrise dans ce genre de tournoi. Raté la compétition c'était un échec total pour nous », a commenté Cédric Ndinga Mapangou, le sélec-

tionneur U-17 du Gabon.

Le Centre Cano de la Guinée Equatoriale vainqueur du CESD 2-1 a occupé la troisième place du tournoi et obtenu le trophée de fair-play grâce au bon comportement de ses joueurs sur le terrain (aucun carton rouge). La grande déception a été la prestation du CESD. « Trois matches trois défaites, ce qui montre aussi les lacunes que nous avons aujourd'hui. Il faut être patient. Nous avons une très belle promotion de joueurs nés en 1997 et 1996. Ceux qui sont nés en 1998-1999 ont beaucoup à apprendre. Nous avons trois ou quatre bons joueurs aujourd'hui. Il faut leur laisser le temps de

s'aguerrir et de franchir un pas supplémentaire », a souligné Vincent Rautureau, le formateur du CESD.

Que retenir enfin ?

« L'objectif n'était pas de brandir la coupe. Il faut que nous formions. L'année passée nous avons eu le même résultat. Cela ne nous a pas empêchés d'aller gagner le tournoi international de Rezé. Ce n'est que l'apprentissage de ces enfants. Nous ne demandons qu'à renouveler ce type d'expérience pour la promotion de la jeunesse », a précisé Dieudonné Benito Amouzoud, le promoteur de la fondation Rêves de Gosses.

James Golden Eloué

COUPE DU CACAO

Les partenaires se prononcent pour soutenir la compétition

Les responsables de six entreprises ont signé une convention avec le Comité d'organisation de la Coupe de Cacao et du palmier à huile, le week-end dernier à Brazzaville, en signe de soutien à la compétition prévue en août prochain.

La Congolaise industrielle de bois (CIB-Olam), AG-COM, Proccol, Hongora et MN-Médias ne sont pas restés insensibles à l'idée d'accompagner les organisateurs de la Coupe du Cacao pour la réussite du tournoi. Celui-ci se disputera à Ouessou dans le département de la Sangha, en marge des festivités de l'indépendance nationale dont la localité abritera. Les responsables de ces entreprises, Jean Dominique Bescond pour la première, Achille Mbon pour les trois autres et René Kitoko du MN-Médias, ont entériné la convention qui les lie désormais au Comité d'organisation de ce tournoi. L'Association "Congo terre de foot" a également fait autant.

À en croire Léonidas Mottom, l'un des organisateurs de cette compétition, chaque partenaire jouera sa partition sui-

Hongora prendra en main le déplacement des athlètes qui viendront de plusieurs départements du pays, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest », a-t-il précisé. Le directeur de MN

Media aura la responsabilité de médianiser les activités liées à la compétition notamment les matches et les éventuelles conférences sur

Au nombre des entreprises qui viennent de signer le partenariat avec le Comité d'organisation de la Coupe du Cacao et du palmier à huile, il y a quelques-unes qui accompagnent le projet depuis près de deux ans. En l'occurrence, la CIB et Hongora. Cette fois-ci, le travail se fera sur fond d'une convention entre les parties.

Rappels

La Coupe du Cacao existe depuis 1982. La compétition a connu un passage à vide de plusieurs années. En 2012, les membres de l'actuel comité d'organisation ont fait renaître le tournoi de ses cendres, avec le soutien du ministère des Sports et de l'éducation physique. Aujourd'hui, les regards sont tournés vers Ouessou pour l'édition 2015. Les portes du Comité d'organisation ne sont pas fermées aux autres partenaires qui voudraient, eux aussi, apporter leurs pierres à l'édifice.

Rominique Nerplat Makaya



Signature entre le responsable de la CIB et Léonidas Mottom Photo/crédit Adiac

vant son champ d'action. « La CIB se chargera, entre autres, des équipements sportifs (...)

Médias, René Kitoko, a par ailleurs abondé dans le même

la Cacao-culture qui ne sont pas exclues », a indiqué René Kitoko.